

**LES DÉMOCRATIES POPULAIRES
ET LE MOUVEMENT OUVRIER**

LES DÉMOCRATIES POPULAIRES ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Pendant près d'un demi-siècle, de la fin de la seconde guerre mondiale en 1945 jusqu'à la fin des années 80, la moitié orientale de l'Europe s'est revendiquée du socialisme, de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne. Huit pays, du nord au sud, la Pologne, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Yougoslavie, la Bulgarie et l'Albanie, se sont réclamés du communisme et de la dictature du prolétariat.

Et puis soudain, à la fin des années 80, tout cet ensemble s'est effondré comme un jeu de quilles. Le communisme, nous a-t-on dit et répété, a prouvé sa faillite. Mais que s'est-il vraiment passé dans cette région du monde ? Qu'est-ce qui s'y est vraiment écroulé ? Qu'est-ce qu'étaient les Démocraties Populaires, comme on les a appelées

AU DÉBUT DU VINGTIÈME SIÈCLE : L'EUROPE CENTRALE ARRIÉRÉE ET ASSERVIE AU CAPITALISME OCCIDENTAL

Cette histoire commence dans la pauvreté. Au début du 20^{ème} siècle, période qui voit le capitalisme international entrer dans une série de convulsions du fait de l'apparition des trusts, cette région du fin fond de l'Europe, coincée entre une Europe de l'Ouest en plein développement capitaliste, notamment en Allemagne, et le vieil Empire russe, est une région perdue, qui dans bien des endroits ressort encore d'une économie moyenâgeuse.

La Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, n'existent pas. L'Autriche actuelle est au centre d'un vieil empire, l'Empire austro-hongrois, dont seule la Serbie est indépendante. La Bulgarie et l'Albanie, elles, deviennent indépendantes de l'Empire turc en 1908 et 1912. La Pologne, coincée entre l'Allemagne et les Empires russe et austro-hongrois, défend tant bien que mal ses frontières, tout comme la Roumanie, coincée entre les Empires russe, turc, austro-hongrois.

Ces pays, ces régions, ont une structure économique semblable à la Russie d'avant la révolution de 1917. L'économie est presque uniquement agricole. La propriété des terres est aux mains de ducs, de barons, de rois, d'aristocrates en tout genre. Les paysans, l'immense majorité de la population, sont pauvres, pour ne pas dire misérables. Et comme le moujik russe, ils aimeraient posséder un peu de terre.

Au problème agraire, s'ajoute le problème national (tout comme au sein de l'Empire russe). Une multitude de peuples sont opprimés, que ce soit par les Turcs, par les Russes, par les Autrichiens, ou les Allemands. Les fameuses guerres balkaniques ne sont que le résultat des conflits incessants que se mènent ces quatre puissances, dont les zones d'influence ont le malheur de se rejoindre dans les Balkans.

Aux problèmes agraire et national, s'ajoute un troisième problème, l'arriération économique. Le peu d'industrie qui existe est développé par des capitaux occidentaux (français, anglais, ou allemands) au profit des bourgeoisies occidentales, ou par des emprunts que les États contractent auprès des banques occidentales.

A la veille de la première guerre mondiale, ces pays se retrouvent donc sous une domination d'un nouveau type qui s'ajoute à celle des Empires militaires. C'est la domination des bourgeoisies impérialistes occidentales : la France, l'Angleterre, l'Allemagne.

Cette domination des puissances capitalistes, les peuples de cette région vont vraiment la voir d'un seul coup, au lendemain de la guerre. La France et la Grande-Bretagne se sont mis d'accord secrètement, en août 1915 à la Conférence de Chantilly, pour redonner à la Grande-Bretagne la plupart des colonies allemandes. En mai 1916 les accords Sykes-Picot prévoient le partage des dépouilles de l'Empire ottoman qui s'étendait sur la Turquie et la Bulgarie actuelles. France et Grande-Bretagne ont également garanti à la Russie tsariste la possession de Constantinople et des détroits.

Mais la guerre s'est éternisée et les États-Unis vont se décider à entrer dans la guerre le 6 avril 1917 aux côtés de la France et de l'Angleterre, quelques jours donc après le premier coup de semonce de la révolution russe.

C'EST LA RÉVOLUTION QUI STOPPE PARTOUT LA GUERRE

C'est Octobre 1917 qui impose un premier arrêt à la boucherie internationale, sur le front russe, avec le traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918. Mais ailleurs, la guerre impérialiste continue pour imposer les partages tant désirés. Il faudra que la révolution intervienne pour en finir avec la guerre.

C'est la révolution allemande de novembre 1918 qui stoppe à son tour la guerre sur le front français, et c'est pour cela que l'armistice que nous connaissons en France date du 11 novembre 1918. Mais l'Allemagne et la Russie passées au feu de la révolution prolétarienne, la guerre de rapine impérialiste continue encore, avec les autres puissances impérialistes que la révolution n'a pas encore atteintes.

Elle va durer jusqu'au 10 septembre 1919 sur le front autrichien. Là encore, c'est la révolution qui arrête la guerre. C'est l'Italie, qui de ce côté du front, entre en révolution. Les grèves s'étendent en 1919, et c'est en juillet qu'elles prennent un tour révolutionnaire avec la naissance de soviets locaux. En septembre 1919 donc, la guerre s'arrête enfin.

La révolution aurait pu faire bien mieux encore qu'arrêter la guerre impérialiste comme nous venons de le montrer - et comme on ne nous le dit jamais dans aucune école. La révolution aurait pu faire ce qu'elle a réussi à faire au moins avec les républiques soviétiques de la jeune URSS : rassembler les peuples, les lier d'amitié, de fraternité, de démocratie, en combattant ensemble l'exploitation, pour leur permettre de connaître un sort meilleur.

L'ensemble de l'Europe de l'Est a failli basculer définitivement dans la révolution soviétique. En Hongrie, on voit les représentants des classes dirigeantes capituler, sans combat, n'y croyant plus. En mars 1919, entouré de soviets, de drapeaux rouges, d'occupations d'usines, jusqu'en Allemagne, en Italie, en Autriche, en Slovaquie, le comte Karolyi chef du gouvernement, décide de jeter l'éponge : il va directement chercher au fond d'une prison Bela Kun, dirigeant communiste pour lui remettre le pouvoir et démissionner.

Mais la guerre civile internationale qui suit la guerre impérialiste est remportée par la bourgeoisie européenne. L'heure n'a pas encore sonné pour la classe ouvrière. C'est essentiellement la France et l'Angleterre qui ont financé, conseillé, encadré les troupes de la contre-révolution, jusqu'à constituer de toutes pièces une petite armée tchèque ou une légion polonaise.

Mais par dessus ces vieilles puissances, on voit maintenant pour la première fois entrer en scène les États-Unis. Leur entrée dans le conflit à la fin de la guerre, alors que les trois premières puissances impérialistes sont toutes considérablement affaiblies, les met dans une situation qui leur permet d'enlever maintenant, définitivement, le rôle de première puissance à qui que ce soit en Europe. Le pouvoir à l'échelle du globe est passé de l'autre côté de l'Atlantique.

LA CRÉATION D'ÉTATS NATIONAUX, POUR ENDIGUER LA VAGUE RÉVOLUTIONNAIRE

Les États-Unis, dès janvier 1918, proclament les "14 points de Wilson" : ils ont décidé l'évacuation de la Russie par les puissances centrales, le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, le rétablissement de la Belgique, la fixation des frontières de l'Italie, l'évacuation de la Roumanie, de la Serbie, du Monténégro, l'indépendance de la Turquie, la création d'un État polonais indépendant. Ces découpages, le président américain Wilson les présente comme légitimés par des droits nationaux. Ses discours répètent inlassablement qu'il s'agit de satisfaire le "droit des nations à disposer d'elles-mêmes".

Dans la pratique, ce que font les États-Unis, relayés par la France et l'Angleterre, c'est pousser pratiquement le premier nationaliste venu à fonder un nouvel État partout où il y a un vide de pouvoir. Il s'agit de compléter les actions militaires contre les soviets, de créer un contre-feu nationaliste pour endiguer la flamme révolutionnaire qui brûle déjà en Allemagne, en Autriche, en Hongrie.

C'est ainsi qu'en octobre 1918, sont proclamées le même jour l'indépendance de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie. Ce sont deux États créés de toutes pièces, pour constituer des cordons sanitaires et prendre en étau, par le nord et par le sud, tout le centre de l'Europe déjà enflammée.

Ces deux États sont donc en 1918 des constructions d'urgence édifiées à la hâte, contre la vague révolutionnaire. Ces constructions ont aussi l'avantage de participer au démembrement de l'Empire austro-hongrois. En plus de la Tchécoslovaquie et de la Yougoslavie, sont en effet créés deux États volontairement petits et faibles : l'Autriche (6 millions d'habitants), et la Hongrie (8 millions).

Pour toute l'Europe de l'Est, ce premier partage du monde n'aura servi quasiment à rien. Car rien, absolument rien, ne progressera jusqu'au second partage du monde, en 1939. L'agriculture est toujours archaïque et le petit paysan écrasé d'impôts et de dettes. Les rares industries sont toujours aux mains de capitaux étrangers. En Yougoslavie, c'est le cas de 70 % de l'industrie chimique, 80 % de l'industrie minière, 90 % de la métallurgie. En Pologne, 56 % de la chimie, 60 % des mines, 90 % de la métallurgie.

Et les classes dirigeantes sont tout aussi arriérées, toujours centrées sur les propriétaires terriens, dirigées par des monarchies ou des dictatures sanguinaires ultranationalistes ou violemment anticommunistes de naissance. On peut à la rigueur mentionner une tendance progressiste bourgeoise en Yougoslavie, partisane d'une réelle unification économique des différentes régions, Serbie, Croatie, Macédoine et Monténégro ; mais cela restera à l'état de vœux pieux.

L'EUROPE CENTRALE DANS LA DEUXIÈME GUERRE : UNE RÉSERVE STRATÉGIQUE POUR L'ALLEMAGNE

Nous pouvons donc passer directement à la seconde guerre mondiale. La bourgeoisie allemande, tout à fait au courant de cette situation déplorable de l'Europe orientale, va commencer par lancer ses troupes, de ce côté, le plus facile bien entendu, avec comme idée de s'y trouver des forces, des territoires, des matières premières, de la main d'oeuvre et de la

chair à canon.

Toute cette région va effectivement jouer ce rôle de réserve à munitions matérielles et humaines pour l'impérialisme allemand pendant les 7 années qui vont suivre.

Le 13 mars 1938, Hitler annexe l'Autriche. C'est en réalité de cette date, mars 1938 que l'on devrait dater le début de la seconde guerre mondiale. Car c'est là que recommence le découpage du monde capitaliste, et il va durer plus de 7 ans, jusqu'à la capitulation du Japon en septembre 1945.

Successivement, les uns après les autres, l'armée allemande va envahir tous les pays de l'Est européen. Nulle part, sauf en Tchécoslovaquie, où l'économie est relativement plus évoluée et où la résistance est assez sérieuse, Hitler n'aura beaucoup de mal dans son entreprise, tant les régimes de toute cette région sont profondément réactionnaires, et violemment anticommunistes.

La conquête de la Tchécoslovaquie entreprise en avril 1938 se termine en mars 1939. En avril 1939, l'Italie occupe l'Albanie. Après quoi, le rouleau compresseur allemand avance sans plus aucune difficulté : en septembre 1939, l'Allemagne s'en prend à la Pologne, du moins l'Ouest de la Pologne, puisqu'en échange l'Est est cédé à l'URSS. C'est seulement à ce moment-là, en septembre 1939, un an et demi après le début des hostilités, que la France et l'Angleterre déclarent la guerre à l'Allemagne : le front s'ouvre à l'ouest. L'effort de guerre est donc renvoyé de ce côté : le Danemark, la Norvège, le nord de la France sont occupés.

L'avancée allemande vers l'Est reprend en avril 1941, avec la Yougoslavie. La Hongrie, la Roumanie, et la Bulgarie, vont choisir de se rallier à l'Allemagne.

LA VIOLENCE ALLEMANDE CONTRE LES NATIONALISTES DE TCHÉCOSLOVAQUIE ET DE YOUGOSLAVIE

Pratiquement partout, l'État allemand trouve sur place des dirigeants tout prêts à collaborer. Bien que sous son contrôle, il tient à démolir de suite les deux États nouveaux-nés de la première guerre.

En Yougoslavie, il utilise le fait que chaque région possède sa ou ses minorités pour soutenir dans chacune un dictateur local qui pousse à la haine contre celles-ci. En Croatie, l'armée allemande va chercher ainsi Anté Palévitch pour l'aider à reconstituer ses troupes de choc, les Oustachis, qui vont faire régner la terreur contre la minorité serbe de Croatie : 200 000 serbes sont massacrés en 1941.

La Serbie, région la plus riche de la Yougoslavie, est placée directement sous administration allemande. Le Monténégro est rattaché à l'Italie. Quant à la Macédoine, elle est partagée entre l'Albanie et la Bulgarie.

Comme la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie est démembrée, en 3 parties. Les deux principales, la Bohême-Moravie et la Slovaquie, sont flanquées de dirigeants dévoués au commandement allemand, choisis parmi les hommes politiques de la bourgeoisie tchécoslovaque. En Bohême-Moravie : un vieillard au nom de Hacha est choisi pour servir de président. La Slovaquie, elle, a droit à une indépendance étroitement contrôlée. C'est un

religieux, Mgr Tiso, qui dirige un parti fasciste spécialisé dans la chasse aux Tchèques et aux juifs qui est nommé à la tête de la Slovaquie. Ce religieux a le soutien officiel du Vatican.

En Pologne, l'armée allemande n'a même pas à changer les dirigeants, car ceux-ci, se tiennent prêts à prendre la tête du gouvernement de collaboration. Ces colonels qui dirigent la Pologne depuis 1935 n'ont rien à envier aux nazis, et sont tout aussi nationalistes et anticommunistes.

LA COLLABORATION AVEC LES RÉACTIONNAIRES DE HONGRIE, ROUMANIE ET BULGARIE

Enfin, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie, sont remerciés de leur allégeance à l'Allemagne. Les bourgeoisies et les propriétaires terriens de ces trois pays ont un point commun, c'est leur haine viscérale pour tout ce qui est communiste ou ouvrier. Depuis la révolution russe, ils n'ont fait qu'attendre qu'un des grands de l'impérialisme vienne les protéger de leur voisin soviétique.

La Hongrie du dictateur militaire Horty reçoit en cadeau de l'armée allemande un bout de la Slovaquie, une bande qui longe toute la frontière sud de ce pays. La Roumanie dirigée elle-aussi par un militaire, le général Antonescu a droit à une partie de la Yougoslavie. Quant à la Bulgarie elle reçoit toute la partie Est de la Macédoine.

En fait ces trois pays sont dans un tel état d'arriération qu'au lieu de venir en aide à la puissance allemande, ils lui seront sur le plan économique plutôt une charge. Mais ils ont un intérêt stratégique et politique important, car ils sont en première ligne face à l'URSS, dans un secteur où il vaut mieux pour l'Allemagne se faire des alliés sûrs.

LA SUREXPLOITATION POUR LA POLOGNE ET LA TCHÉCOSLOVAQUIE

L'impérialisme allemand va largement se rattraper en Pologne et en Tchécoslovaquie. Là, c'est à une véritable colonisation économique qu'il procède. Le capital allemand s'empare des entreprises par divers moyens. Les entreprises, qu'elles soient nationales ou à capitaux étrangers deviennent allemandes, dans certains cas par acquisition à l'amiable, dans d'autres par augmentation du capital. Dans le cas de sociétés à participation juive, cela se fait par confiscation pure et simple. La Tchécoslovaquie était particulièrement liée aux capitaux anglais et français, adversaires de l'Allemagne.

Là, les "Herman Goering Farben" (trust allemand de la métallurgie) s'approprient les usines Skoda, les manufactures d'armes de Brno et le complexe sidérurgique d'Ostrava, situés en Bohême-Moravie, la région la plus riche. Sous la houlette allemande, les profits de Skoda passeront de 400 millions de couronnes au début de 1941, à 630 millions de couronnes un an et demi plus tard.

La classe ouvrière tchèque connaîtra l'exploitation des camps sans être déportée. C'est par un régime de terreur qu'est obtenue cette exploitation. Quand un dirigeant allemand est assassiné en mai 1942, c'est 38 000 tchèques qui sont fusillés et 200 000 juifs qui sont déportés en représailles. Dans la Slovaquie de Mgr Tiso, les Tchèques et les juifs sont systématiquement dépouillés et mis en camps de concentration.

En Pologne enfin, l'État allemand confisque toutes les réserves d'or et les propriétés de l'État polonais. L'industrie lourde et aussi les mines de charbon de Silésie sont directement intégrés aux trusts allemands (notamment l'IG Farben et l'Herman Goering Werke). La Pologne va aussi servir de formidable réservoir humain : 400 000 personnes seront envoyées en Allemagne.

POUR LES DÉMOCRATIES AUSSI : UNE GUERRE CYNIQUE POUR LE PARTAGE DES PEUPLES

Le 22 juin 1941, sans prévenir, sans même de déclaration de guerre, l'Allemagne attaque l'URSS. Staline avait signé un pacte qui n'était pour Hitler qu'un chiffon de papier, mais auquel Staline a cru jusqu'au dernier moment. L'URSS n'est absolument pas préparée : elle est littéralement enfoncée, sur une profondeur aussi vaste que toute l'Europe de l'Est. Mais les armées allemandes, aidées des Roumains, des Slovaques, d'Italiens, de Hongrois et de Français qui se sont lancés dans la course antibolchévique, vont voir leur offensive s'enliser, et finalement buter sur Stalingrad, en janvier 1943.

A Stalingrad, l'Armée rouge perd 47 000 hommes, et l'Armée allemande 147 000. 300 000 soldats allemands sont faits prisonniers. C'est le début du retournement de la guerre. Mais les forces engagées des deux côtés sont si énormes - pratiquement toute la capacité de production de la planète est convertie en production de guerre sur les quatre continents - qu'il va encore s'écouler 2 ans et demi pour que la partie de bras de fer mondiale se termine vraiment.

Stalingrad révélant que l'URSS est une puissance avec laquelle il faut bien compter, les impérialistes alliés la convient à leur table. En janvier 1943 donc Staline se retrouve avec l'anglais Churchill et l'américain Roosevelt, à la Conférence de Téhéran.

C'est que les grandes puissances ont tiré les leçons de la fin de la première guerre mondiale. Bien avant la fin des combats, ils veulent prévoir au maximum les futurs découpages, pour éviter ensuite toute perte de temps qui laisserait dans une région ou une autre un vide étatique et un risque révolutionnaire. Ils veulent préparer d'avance les futures autorités auxquelles les peuples devront se soumettre, surtout dans les pays vaincus, que ce soit par la force ou par la persuasion.

A Téhéran, on discute d'un premier marchandage sur la Pologne. La Pologne est un gros fromage à l'échelle de l'Europe. Déjà, Hitler et Staline, dans la première phase de la guerre, avait signé un accord secret pour se la partager.

Churchill et Roosevelt se mettent d'accord pour un nouveau partage qui satisferait tout le monde : Staline, qui a perdu l'Est de la Pologne depuis le début de l'attaque allemande, récupérerait cette portion. En échange de quoi, on sauverait l'honneur national polonais en leur offrant à l'Est, une partie du territoire allemand.

En remerciement de la confiance que lui font les impérialistes, et aussi pour leur donner des gages qu'en aucun cas il ne saurait favoriser la révolution, le 22 mai 1943, Staline annonce la dissolution du Komintern, l'Internationale Communiste. Celle-ci était politiquement devenue une agence de la politique extérieure de la bureaucratie après la mort

de Lénine en 1924, mais même ce symbole est détruit, de façon démonstrative, pour rassurer les bourgeoisies viscéralement anticommunistes qui se retrouvent du fait de la guerre alliées de l'URSS.

L'armée rouge va mettre près de deux ans pour refouler la ligne de front allemand jusqu'au niveau de l'ancienne frontière soviétique avec l'Europe de l'Est. Elle y parvient en septembre 1944. L'Armée Rouge occupe maintenant la Roumanie, la Bulgarie, la moitié de la Tchécoslovaquie, et les deux tiers de la Pologne, de la Hongrie et de la Yougoslavie.

Nouvelle réunion au sommet, en octobre 1944, pour refaire le point, et revoir le futur partage. Cette fois, c'est à Moscou que cela se passe et c'est Staline qui reçoit les anglais Churchill et Eden.

Les pays vont faire l'objet d'un marchandage mémorable entre Churchill et Staline. Voici ce qu'en rapporte Churchill dans ses Mémoires. S'adressant à Staline, il déclare : "Réglons nos affaires des Balkans. Vos armées se trouvent en Roumanie et en Bulgarie. Nous avons des intérêts, des missions et des agents dans ces pays. Évitez de nous heurter pour des questions qui n'en valent pas la peine. En ce qui concerne la Grande-Bretagne et la Russie, que diriez-vous d'une prédominance de 90 % en Roumanie pour vous, et de l'égalité 50/50 en Yougoslavie ?" "Pendant que l'on traduisait mes paroles", continue Churchill, "j'écrivis sur une demi-feuille de papier :

- Roumanie : Russie, 90 % ; les autres, 10 %
- Grèce : GB (en accord avec les USA), 90 % ; Russie 10 %
- Yougoslavie : 50 %-50 % ; Hongrie : 50 %-50 %
- Bulgarie : Russie 75 % ; les autres 25

Je poussais le papier devant Staline à qui la traduction avait alors été faite. Il y eut un léger temps d'arrêt. Puis il prit son crayon bleu, y traça un gros trait en manière d'approbation et me le rendit. Tout fut réglé en moins de temps qu'il me faut pour l'écrire".

Cette déclaration sonne comme un aveu du gigantesque mépris qu'ont tous ces dirigeants soi-disant démocrates pour les peuples et leurs aspirations. On voit ce qu'est la réalité derrière les discours officiels. Roosevelt et Churchill avaient par exemple rédigé une Charte de l'Atlantique (août 1941) où ils prétendaient publiquement se battre pour la "renonciation à toute acquisition territoriale en dehors de l'accord des intéressés", pour le "droit d'auto-détermination pour tous les peuples", pour la "libération de la peur et de la faim"...

L'ARMÉE ROUGE STALINIENNE PILLE ET SE VENGE EN HONGRIE, ROUMANIE ET BULGARIE

Quant à l'Armée rouge, ce n'est pas avec un comportement d'armée libérant les peuples qu'elle avance, mais bien au contraire, comme une vulgaire armée d'occupation, se comportant en pillards sur le dos des populations. Selon l'historien français Fejtö, la Hongrie, la Roumanie et la Bulgarie "ont subi la libération du joug allemand comme une sorte de châtement".

La longueur et la dureté des combats qu'ont affronté les soldats russes face aux troupes allemandes et fascistes hongroises les rend encore plus revanchards contre leurs populations. Mais le commandement de l'Armée rouge a aussi délibérément lâché du lest sur la discipline

et a fermé les yeux sur les "abus", au point d'ailleurs que certains soldats désertent et forment des bandes de pillards avec les bandits locaux.

Cette armée d'occupation procède aussi à la déportation de populations, notamment en Roumanie où ce sont plusieurs dizaines de milliers d'Allemands et de Hongrois qu'on déporte. En Hongrie, à Budapest, l'Armée Rouge ramasse des milliers d'ouvriers en prétextant le peu de prisonniers militaires qu'elle a fait dans ces pays.

Du point de vue économique, c'est un pillage à grande échelle auquel procède l'Armée rouge. Elle exige que tous les frais d'occupation soient à la charge des pays occupés. Ce n'est pas tout : l'URSS réclame à la Roumanie au titre de "restitution des biens enlevés" : 100 000 wagons de céréales, 261 000 têtes de bétail, 550 wagons de sucre, 286 locomotives, 5000 wagons, 2600 tracteurs... la liste n'en finit pas. Quant à la Hongrie les mêmes restitutions sont estimées à 50 millions de dollars US, et tout cela doit s'exécuter immédiatement.

YUGOSLAVIE : LE SEUL CAS OU LA RÉSISTANCE LIBÈRE SEULE LE PAYS

Un pays a connu un sort un peu particulier, c'est la Yougoslavie. C'est le seul pays d'Europe centrale qui s'est en effet libéré par ses propres moyens. Pendant toute la durée de la guerre, le PC yougoslave a appliqué à la lettre la politique préconisée par Moscou. Il s'agissait d'organiser une résistance nationale à l'envahisseur allemand, de sauver et reconstruire la patrie yougoslave, et de combattre pour un État républicain et démocratique. Il n'était question ni d'internationalisme, ni même de socialisme. D'ailleurs, Tito, qui dirigeait la résistance, ne laissait passer aucune occasion de défendre "l'inviolabilité de la propriété privée" et "l'initiative privée dans l'industrie, le commerce et l'agriculture".

C'est en fait le même programme que celui du PCF dans la Résistance. A ceci près que la Résistance française n'a touché que quelques marginaux, alors que Tito a réussi à entraîner largement le peuple yougoslave dans la résistance. D'abord les masses de petits paysans qui luttent pour ne pas revoir l'ancien régime semi-féodal dont ils ont cruellement souffert. Puis toute la moyenne bourgeoisie intellectuelle des villes, qui trouve dans le PC la seule organisation qui a un programme qui n'oppose pas les uns aux autres les divers peuples, et qui se dit ouvertement contre la dislocation du pays en 3 États.

En deux ans, le PC yougoslave, au départ peu connu et peu implanté, ne comptant que quelques milliers d'adhérents, s'est transformé en une véritable armée, capable de tenir tête à 30 000 soldats allemands, et gouvernants des régions entières du pays. En fait, le PC yougoslave, non seulement n'est évidemment plus communiste, mais il n'est même plus tout à fait un parti stalinien comme les autres. Fort de sa réussite locale, il n'éprouve qu'un besoin, c'est de s'émanciper complètement de Moscou. C'est devenu un parti nationaliste bourgeois comme les autres.

En décembre 1943, alors que les troupes russes avaient encore fort à faire à l'intérieur de l'URSS pour refouler les armées allemandes, un "gouvernement démocratique et populaire" titiste est formé. Staline est furieux ; ses relations risquent d'être compromises avec Churchill. Mais l'Angleterre accepte le fait accompli, et soutient le nouveau gouvernement.

YALTA 1945 : ON NE LIBÈRE PAS LE MONDE. ON SE LE PARTAGE

Le 2 août 1945, les troupes soviétiques sont parvenues à Berlin. De leur côté, des troupes anglaises et américaines ont "libéré" la France et occupé l'Italie. Mais elles ont du mal à envahir la partie ouest de l'Allemagne.

C'est très exactement au fur et à mesure de l'avancée des différentes troupes des puissances alliées que se sont tenues toutes ces conférences qui ont constitué la géographie politique de l'après-guerre. Toutes les puissances ont été fondamentalement d'accord pour se montrer responsables dans le partage du maintien de l'ordre, signant au fur et à mesure de leurs conquêtes des accords de reconnaissance mutuelle. C'est la position de ces différentes armées qui va guider le partage que vont officialiser de nouvelles conférences internationales.

Les plus connues, Yalta en février 1945, et Postdam en août 1945, vont finir d'établir les détails du grand partage, notamment en ce qui concerne l'avenir de l'Allemagne.

L'Allemagne est partagée en quatre zones, occupées par les quatre puissances victorieuses de la guerre : la zone française, la zone anglaise, la zone américaine, et la zone soviétique. Un sort particulier est fait à Berlin, capitale de l'ancienne Allemagne. Les Occidentaux tiennent à y garder un pied bien qu'ils sachent que leurs troupes n'y parviendront pas avant les troupes de l'Armée rouge. Berlin, bien qu'au coeur de ce qui donnera plus tard l'Allemagne de l'Est, est elle aussi partagée. Mais ce sera désormais un "point chaud" de la tension Est-Ouest.

Pour l'ensemble de l'Europe de l'Est, cela va se traduire par une nouvelle série de changements de frontières, et des déplacements massifs de populations. Des centaines de milliers de km² vont changer de tuteur, et les populations qui s'y trouvent risquent de se retrouver en situation peu enviable de minorité.

Prenons le cas des Allemands. Le gouvernement du 3^{ème} Reich avait incité, en leur promettant monts et merveilles, des millions d'Allemands à aller s'installer dans les nouvelles colonies qu'étaient les pays d'Europe de l'Est. On les expulse maintenant de tous les coins de l'Europe.

C'est en Pologne qu'il y a le plus grand déplacement de population : 3,6 millions d'Allemands sont déplacés à cause du changement de frontière de la Pologne. En Pologne, 500 000 Biélorusses et Ukrainiens sont transférés en URSS. En Tchécoslovaquie, le gouvernement décide d'expulser les Hongrois et les Allemands : 500 000 Hongrois de Slovaquie sont purement et simplement déclarés hors la loi. On voit même le PC slovaque, qui participe au pouvoir, déployer tout son nationalisme pour exiger que cette décision soit bien appliquée, et les Hongrois bel et bien expulsés.

LA RÉSISTANCE COMMUNISTE GRECQUE ABANDONNÉE PAR STALINE

Autre drame, dans un pays cette fois se retrouvant dans la zone occidentale : la Grèce. En Grèce aussi, la libération s'est faite de façon populaire, par les paysans des montagnes et les ouvriers dans les villes. Le PC avait constitué un Front national de libération, l'EAM. et une armée, l'ELAS. Jusqu'en 1943, cette résistance avait eu le soutien anglais. Mais

désormais, les accords des grandes puissances allaient la condamner à un massacre pur et simple. C'est qu'en effet, la Grèce, avait indiqué Churchill, c'était "90 % Grande-Bretagne".

Churchill écrit en novembre 1944 : "Je m'attends à un affrontement avec l'EAM, et nous ne devons pas le refuser, à condition de bien choisir le terrain". Les troupes anglaises arrivent donc à Athènes, secondées par des bataillons grecs formés de policiers ou de militaires qui avaient collaboré avec l'Allemagne.

A l'annonce de ce qui lui paraît être une réhabilitation, la population manifeste massivement à Athènes le 3 décembre 1944. Les troupes anglaises répriment dans le sang. Les communistes doivent alors reprendre le maquis, contre les Anglais cette fois. Certains vont croire à un soutien possible de l'armée russe, toute proche. Il n'en est pas question pour Staline, qui tient à prouver aux impérialistes qu'il est un homme de parole. Les derniers groupes devront rendre les armes.

Churchill dira de ce glorieux épisode du partage du maintien de l'ordre : "Staline respecta fidèlement l'accord que nous avons passé en octobre et, au cours des longues semaines de combats contre les communistes dans les rues d'Athènes, il n'y eut pas un seul mot de reproche dans la Pravda ou les Izvestia".

DANS L'EUROPE CENTRALE "LIBÉRÉE". MOSCOU PLACE DES POLITICIENS RÉACTIONNAIRES

La plupart des hommes qui vont inaugurer la direction de ce nouveau bloc de pays viennent d'exil, soit en France ou en Angleterre, soit en URSS. On voit à plusieurs reprises les puissances impérialistes aider les Russes à trouver du personnel politique à mettre en place dans les pays de leur zone.

En Pologne, deux résistances ont coexisté, un peu comme en France : l'une proche du PC, l'autre de la bourgeoisie occidentale. Celle-ci compte même un gouvernement à l'étranger établi en France, et une armée de 84 000 hommes. Son dirigeant Mikolaczyk a des boutons rien qu'à l'idée de se rapprocher des communistes, mais les Occidentaux font pression, et en juillet 1944 un Comité polonais de libération nationale l'oblige à s'allier avec eux.

En Tchécoslovaquie, là encore, il ne reste guère de force politique crédible qui n'ait collaboré avec l'occupant allemand, si ce n'est le PC. Mais là, on trouve carrément une partie de la bourgeoisie qui adhère à ce PC, puisqu'il défend l'intégrité d'un territoire que d'autres ont bradé à l'Allemagne. Comme en Pologne, la bureaucratie et les impérialistes vont se partager la tâche pour convaincre leurs protégés respectifs, d'un côté le bourgeois Bénès en exil à Londres, de l'autre le stalinien Gottwald, de bien vouloir maintenant collaborer, eux qui s'étaient battus avant la guerre.

En Tchécoslovaquie comme en Pologne, le fait qu'il avait existé une certaine résistance permettait de trouver au moins quelques personnalités crédibles et présentables aux yeux de la population. Mais en Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, cette manoeuvre n'est pas possible. Dans ces pays, les couches dirigeantes avaient presque jusqu'à la fin de la guerre refusé de collaborer en quoi que ce soit avec les PC et leur politique d'Union nationale. Elles se disaient qu'elles étaient d'un intérêt trop stratégique aux yeux de l'Occident, et que les alliés ne les laisseraient en aucun cas tomber.

Erreur de calcul donc, qui leur vaudra le mépris et la suspicion de Moscou. En Bulgarie par exemple, malgré la popularité et la force du PC bulgare, c'est un militaire bien réactionnaire, le colonel Gueorguiev qui est mis à la tête du nouveau gouvernement. En Roumanie, c'est encore un militaire que préfère Moscou. Mais la bureaucratie devra le changer, car ce militaire est vite accusé lui aussi de collaboration, et ce sera cette fois un leader paysan, un certain Grozia qu'elle choisira.

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DE MOSCOU : NATIONALISATIONS, RÉFORME AGRAIRE, ET OPPRESSION

Ces gouvernements de "Front national" vont mettre en oeuvre les nationalisations et la réforme agraire. La réforme agraire, c'est en fait le morcellement des grandes propriétés héritées de l'avant-guerre. C'est un bon moyen d'écraser la classe des propriétaires terriens fondamentalement hostiles à tout ce qui se dit communiste. C'est aussi un bon moyen de remettre les paysans au travail, en leur donnant l'illusion d'une solution. Mais les parcelles sont trop petites, moins de 3 hectares, et elles suffisent à peine à nourrir une famille. Le problème du rendement agricole, très faible, reste entier.

Quant aux nationalisations, elles n'ont rien de bien audacieux. Car les propriétaires des entreprises ont fui et n'osent pas réapparaître. Ainsi en Tchécoslovaquie, le pays sans doute le plus industrialisé, la loi d'octobre 1945 nationalise les secteurs clés, mines, banques, assurances, soit 2 200 entreprises et 65 % de la capacité industrielle. A noter qu'il reste 15 000 entreprises assez importantes pour des patrons privés.

Dans les fameux trois pays ex-satellites de l'Allemagne, par contre, c'est un vrai pillage qui s'opère. En Hongrie, Roumanie et Bulgarie, des usines entières sont démontées et transférées en URSS. N'ont droit à quelques égards que les capitaux occidentaux. Ainsi, les pétroles roumains, qui étaient avant-guerre exploités par Shell et Standard Oil, ne sont contrôlés par l'URSS qu'à 30 % par le biais de la nouvelle société Sevrom Pétrole.

Fin 1946, début 1947, le vide étatique est comblé partout. Les frontières de chacun des pays sont établies, et les États reconstruits. L'ordre règne. Dans chaque pays, une police, une armée sont là pour le faire respecter. Dans chaque pays, les paysans sont retournés aux champs, et les ouvriers à l'usine. Les exploités continuent d'être exploités.

Ces pays qui, déjà avant la guerre étaient largement tributaires de l'étranger, ont un besoin urgent de crédits, de capitaux, pour reconstruire les économies détruites. Car il faut tout importer dans l'immédiat : produits agricoles, énergie, matières premières. Dès 1946, l'URSS accorde à la Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie et à l'Albanie des fournitures à crédit.

LES PAYS SOUS ORBITE SOVIÉTIQUE RESTENT ATTIRÉS FONDAMENTALEMENT PAR LE CAPITALISME

Mais on voit apparaître une tendance dans presque tous les pays de l'Est à relancer les échanges avec l'Ouest capitaliste. Ainsi la participation soviétique au commerce hongrois diminue de 1946 à 1947, tandis que les échanges de ce pays avec l'Ouest, notamment la Suisse, la Grande-Bretagne, et la Suède, s'accroissent. Il en est de même pour la Yougoslavie.

Si en 1947, l'URSS reste son principal client, ce pays a déjà des échanges assez importants avec l'Italie, la Suisse et la Suède. La Pologne aussi se tourne vers l'Ouest. Ses importations en provenance de l'URSS passent de 90 % en 1945 à 70 % en 1946.

De toute évidence, le passage de tous ces pays sous la nouvelle orbite de l'URSS n'a pas créé, spontanément, des liens qui vont se renforçant avec celle-ci. C'est même l'inverse. Derrière les liens imposés de force avec l'occupation militaire de l'Armée russe, réapparaissent les vieilles tendances à se lier au capitalisme, même si c'est en devant supporter sa domination économique.

Après la révolution d'Octobre 1917, de nombreuses républiques s'étaient formées et avaient rejoint volontairement l'URSS, mais au contraire des pays de l'Est, elles avaient coupé radicalement leur cordon ombilical avec les puissances capitalistes qui les exploitaient. Pourtant, à l'époque la jeune Russie révolutionnaire était pauvre, et même misérable, et n'avait encore matériellement rien à offrir.

En 1947, l'URSS est devenue une puissance d'un niveau tout autre, même avec les destructions de la guerre. Mais les peuples polonais, tchèque ou hongrois n'ont aucune envie de regarder vers Moscou, dont le comportement de l'Armée rouge n'a laissé aucune illusion. Quant aux couches privilégiées, même si les plus riches des affairistes et des politiciens de ces pays ont été liquidés ou se sont sauvés, même si donc ces classes possédantes sont encore plus affaiblies, ce qui reste de propriétaires et d'affairistes reprend le vieux réflexe d'avant guerre de soumission au capital occidental, dont ils espèrent tirer quelques miettes.

Et cette tendance à se rattacher naturellement au capitalisme plutôt qu'à l'URSS, va se manifester aussi aux plus hautes sphères des États, pourtant tout juste mis en place sous l'égide soviétique.

1947 : LE PLAN MARSHALL INSTAURE LA DIVISION DU MONDE EN DEUX BLOCS

En juin 1947, les USA lancent un plan gigantesque d'aides et de prêts pour toute l'Europe ; le plan Marshall. Comme toutes les soi-disant "aides" capitalistes, ce plan est assorti de conditions, qui lient économiquement les pays qui acceptent les prêts à la puissance économique américaine. Les USA se proposent d'apporter leur soutien économique et financier, à condition que les pays qui le demandent, prennent leurs distances avec l'URSS.

C'est que l'URSS ne s'était retrouvée alliée des impérialistes France, Angleterre, USA que par hasard en quelque sorte, du fait des choix guerriers des divers impérialistes. Cette alliance n'avait rien de naturel, quoi qu'en disent encore aujourd'hui les propagandes bourgeoises, prétendant que la guerre était une croisade pour la démocratie, contre le fascisme.

Le fascisme de Franco en Espagne, celui de Salazar au Portugal, ont survécu 20 ans à la fin de la guerre : il faut croire qu'ils ne gênaient pas les vainqueurs. De même, le régime dictatorial de Staline n'était pas un problème non plus à leurs yeux : ils ne le dénonceront que plus tard, quand cela correspondra à leurs nouvelles visées. Avant la guerre, Hitler était aux yeux des capitalistes occidentaux un véritable modèle, un rempart efficace au bolchévisme. Ce n'est que lorsque Hitler a menacé d'être un danger qu'il a été soudain accusé de fascisme,

par la France, l'Angleterre, et l'URSS aussi.

Une fois la guerre terminée, une fois aussi les nouveaux États mis en place, et les nouveaux découpages stabilisés, l'impérialisme le plus puissant, les USA, n'a plus de raison de faire appel à la collaboration avec cet allié encombrant qu'est l'URSS. Le développement de la puissance soviétique sur l'Europe de l'Est, ils le voient d'un oeil inquiet depuis le début. C'est parce qu'il n'ont pas eu le choix qu'ils l'ont toléré. L'impérialisme, depuis la naissance de l'URSS ouvrière ne souhaite que sa fin. S'il a un temps collaboré militairement et politiquement avec lui, il retrouve lui aussi ses réflexes d'avant guerre. Il veut éviter tout ce qui peut contribuer à renforcer cette puissance de l'URSS, qu'il considère comme bien envahissante.

En France, en Italie, les partis communistes qui avaient été appelés au gouvernement, et y ont scrupuleusement assumé la tâche de remettre les populations au travail de reconstruction, sont évincés du jour au lendemain du gouvernement dès l'annonce du plan Marshall.

En Europe de l'Est, on voit presque tous les gouvernements être d'emblée attirés par l'offre américaine. Le gouvernement tchécoslovaque et le gouvernement polonais surtout sont nettement favorables. Le gouvernement polonais délibère sur la question de savoir s'il doit se rendre ou non à une conférence à Paris sur le plan Marshall. Mais Radio Moscou annonce que la Pologne et la Roumanie "ont refusé" de participer à cette conférence. Et c'est, paraît-il, in extremis que les Russes rattrapent à l'aéroport la délégation tchécoslovaque qui voulait se rendre à cette conférence.

Quelques jours plus tard, une délégation de dirigeants tchécoslovaques, comprenant Gottwald à la tête du gouvernement et communiste, part pour Moscou, où Staline les attend pour les mettre en demeure de refuser toute aide occidentale. En Hongrie, le gouvernement hésite quelques jours, mais finalement les communistes hongrois font prévaloir le point de vue du Kremlin.

C'EST L'URSS QUI RETIENT SES SATELLITES DE COMMERCER AVEC L'OUEST

A l'offre Marshall faite à tous les pays européens, répond l'interdiction faite par l'URSS d'accepter quoi que ce soit des occidentaux. C'est le début de l'existence de deux blocs en Europe : l'un soi-disant "libre" (Europe Occidentale + USA), l'autre soi-disant communiste (Europe Orientale + URSS).

La bureaucratie soviétique s'empresse de signer avec les pays de l'Est toute une série d'accords économiques qui les lient à l'URSS : en septembre 1947, en quelques jours, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Bulgarie, la Hongrie et la Pologne s'engagent à acheter à l'URSS, à vendre à l'URSS, à emprunter à l'URSS, et rien qu'à l'URSS.

On le voit, l'instauration de liens économiques de dépendance entre l'URSS et ceux que l'on commence à appeler maintenant ses satellites n'a pas répondu à un besoin de tirer des profits. Il s'agit d'une réponse politique à la tentative économique américaine. Bien sûr, les liens économiques qu'établit l'URSS ne sont pas plus que les aides américaines des cadeaux. Mais ils ne sont pas de même nature que les liens capitalistes qui s'établissent, eux, naturellement, entre États bourgeois, par mille et un canaux, puisque toutes les initiatives

privées en sont la base.

D'ailleurs ces pays en dépit de tous les accords, continueront d'être attirés par le capitalisme, par ses crédits, par ses marchés. En septembre 1947, Staline réunit une conférence secrète avec les représentants des PC d'URSS, de Pologne, Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, et Tchécoslovaquie, ainsi que des représentants des PC français et italien. Il met en place le Kominform, en russe "bureau d'information" chargé de "l'organisation des échanges d'expérience et de coordination des activités sur la base d'un accord mutuel".

Derrière ce jargon, la bureaucratie soviétique veut créer une courroie de transmission vers les pays de l'Est pour le contrôle de leurs États. C'est la réponse de Staline à la mise à la porte des partis communistes qui avaient, en Italie et en France notamment, scrupuleusement collaboré à la restauration de l'ordre économique et politique. La première tâche qui est fixée au PC de chaque pays est la conquête totale du pouvoir, et l'élimination des autres partis politiques.

L'URSS USE DES APPAREILS D'ÉTAT POUR IMPOSER SA DOMINATION POLITIQUE

Le véritable atout de l'URSS est, dans tous les pays, le contrôle d'une bonne partie de l'armée, de la police, de l'administration. C'est par ces biais que Staline va opérer ses coups de force. Tous les moyens seront bons : calomnies, provocations, arrestations arbitraires, procès bidon, élections truquées...

En Roumanie et en Bulgarie dès 1946 les partis agraires sont désorganisés, privés de moyens d'action, et sont battus aux élections. En Bulgarie, un leader social-démocrate subit le début d'une série de procès politiques, récoltant 5 ans de prison pour "activités subversives". Il est suivi par un autre, arrêté en juin 1947 et condamné à la mort par pendaison. En Roumanie, les chefs du Parti National Paysan sont arrêtés en juin et condamnés à l'emprisonnement à vie.

En Hongrie, le parti des petits propriétaires est décapité en décembre 1946 avec l'arrestation de ses dirigeants accusés de conspiration contre le régime. Les soviétiques eux-mêmes interviennent en février 1947 pour arrêter le leader du parti des petits propriétaires protégé par son immunité parlementaire. Il est accusé de "complot contre la sécurité de l'Armée Rouge".

En Pologne, les opposants sont écrasés aux élections de janvier 1947 ; elles ont été complètement truquées. On liquide aussi les partis socialistes. Les uns après les autres, décapités, ils prennent sous la menace la décision de fusionner avec les partis communistes, après des congrès partout préalablement épurés.

Seule la Tchécoslovaquie donne du fil à retordre aux jeunes loups staliniens. En effet les ministres bourgeois qui sentent le coup venir, menacent de tous démissionner. Le PC crie au complot contre lui, et en appelle au peuple. Mais en fait de peuple, c'est à une belle mascarade stalinienne qu'on va assister.

Le 21 février 1947, le PC invite la population à former dans les usines, les

administrations, les villes et les villages des Comités d'action révolutionnaires. Il organise aussi une manifestation armée dans la capitale, Prague, à laquelle il convie les ouvriers pour "chasser les ministres bourgeois du gouvernement". En fait, le PC forme des unités composées d'ouvriers triés sur le volet, il les arme le matin du jour J (le 22 février 1947), les fait défiler drapeaux rouges en tête, et les désarme le soir venu.

Pendant ce temps, la police, qui est sous le contrôle du PC, a ordre d'occuper la radio, les agences de presse, les centres PTT. Le soir les arrestations commencent. Le lendemain, Prague est totalement occupée : les miliciens et policiers ont tout sous leur contrôle : standards, journaux, sièges des partis politiques, appartements des ministres non communistes. C'est ce qu'on a appelé le "coup de Prague".

La première crise entre l'Est et l'Ouest surgit à Berlin en juin 1948. En effet, les Occidentaux introduisent une monnaie unique dans leur zone d'occupation, ce qui est un pas décisif vers la constitution d'une Allemagne de l'Ouest face à la zone soviétique. Moscou réagit en paralysant toutes les voies de communication qui permettaient de relier l'Ouest avec Berlin, chemins de fer, routes, voies fluviales. Les USA ne font ni une ni deux : ils prouvent leur puissance en mettant en place un gigantesque pont aérien pour suppléer à toutes ces voies coupées.

En mai 1949, la RFA, la République fédérale allemande est effectivement créée. Et l'URSS répond en créant en octobre de la même année la RDA, la République Démocratique Allemande. Dès la création de la RDA, le parti communiste stalinien de ce pays, le SED, assure son hégémonie dans le gouvernement et dans tout l'appareil d'État. Il n'aura pas à se débarrasser de partis concurrents, ceux-ci étant mis en marge dès le départ.

ÉTATS OUVRIERS OU ÉTATS BOURGEOIS SANS BOURGEOISIE ?

En 1949 donc, les PC sont quasiment seuls à la tête des États. Mais quel fonctionnement donner maintenant à l'économie de ces pays ? Moscou va choisir de s'inspirer de celui de l'URSS. Après avoir liquidé physiquement dans les années 30 toute la génération des militants révolutionnaires partisans de l'État ouvrier basé sur une économie étatisée et planifiée, Staline reprend toutes ces mesures pour les mettre en place dans huit pays nouveaux. L'URSS va étendre les nationalisations à l'ensemble de l'industrie, mettre en place un système de planification, et collectiviser les terres.

Du coup, dans les années qui vont suivre, on va voir dans le courant trotskyste international des militants analyser les Démocraties Populaires, comme des États ouvriers, au même titre que l'URSS. Des États que les révolutionnaires devraient donc défendre.

C'était oublier l'essentiel. Il n'y a pas eu dans tous ces pays, d'intervention de la classe ouvrière. Et cela change tout. Les nationalisations, la planification, le monopole du commerce extérieur, entre des mains ouvrières, ou entre des mains bourgeoises ou petites-bourgeoises, cela n'est pas équivalent.

Certes, ces mesures sont encore supérieures à l'anarchie du capitalisme, où la concurrence entraîne de formidables gâchis de travail humain. Certes, la planification, l'économie étatisée permettent des économies considérables, un développement supérieur. Planifier la main d'oeuvre, par exemple, c'est déjà supprimer le chômage, en affectant tous les

bras au travail.

Mais la façon dont les choses se passent en 1945, sous la direction de la bureaucratie russe, n'est qu'une caricature de ce qu'ont fait les millions de travailleurs des usines et des campagnes soviétiques de 1917. En URSS, pour commencer, il s'est construit une seule économie. Par delà les nombreuses républiques qui ont rejoint progressivement l'Union des républiques socialistes, l'État ouvrier a tout de suite organisé la production à l'échelle la plus large, sur l'ensemble de tous les territoires.

Ce n'est pas du tout le cas dans les démocraties populaires, où sont créées 8 économies juxtaposées. La bureaucratie respecte les frontières, et du coup met les différentes économies en concurrence au lieu qu'elles puissent fraternellement collaborer. Le résultat est que les pays plus riches resteront plus riches, voire s'enrichiront plus vite, et les plus pauvres continueront à s'appauvrir. Alors qu'au contraire dans le cas de l'URSS, les régions plus pauvres ont assez vite rattrapé les retards de départ.

Mais à l'intérieur de chaque État non plus, les mesures de rationalisation de l'économie n'ont pas exactement le même sens et la même portée qu'elles ont pu avoir en URSS. Prises et mises en place par des forces qui sont là pour maintenir la société d'exploitation, ces mesures sont d'avance gangrenées par les appétits des bureaucrates et des administrateurs.

Bien sûr, en URSS aussi ceux-ci existent et n'hésitent pas à se servir de leur place pour soutirer quelques privilèges. Mais le fait que les choses démarrent directement ainsi dans les démocraties populaires va faire que jamais, aucun de ces pays n'approchera en quoi que ce soit les rythmes de développement que l'URSS a tout de même atteint.

En mars 1949, Moscou décide la collectivisation des terres. Tous les régimes traînent la patte, et pour cause : décidée d'en haut, la collectivisation, ou plus exactement l'organisation des paysans en coopératives, ne peut que dresser les paysans, qu'ils soient riches ou pauvres, contre elle. Ce n'est pas qu'en soi la collectivisation soit une aberration. Mais pour emporter l'adhésion des paysans, surtout des plus pauvres, et pour qu'une telle mesure soit réellement juste économiquement, il faut que son application entraîne une réelle amélioration de la vie à la campagne. C'est impossible sans introduction de machines qui allègent la peine des hommes, d'engrais qui multiplient les fruits de leurs efforts.

Mais telle n'est pas la volonté de la bureaucratie. Elle a simplement décidé qu'il lui serait plus facile de contrôler la paysannerie en lui enlevant la propriété des terres, et en l'obligeant à travailler en coopératives. Plutôt que de laisser faire, les paysans préféreront par exemple abattre le bétail. La collectivisation n'apporte aucune solution au faible rendement agricole, au sous-développement des campagnes. Les pays les plus pauvres (comme la Yougoslavie, la Roumanie, l'Albanie) continueront à végéter jusqu'à aujourd'hui.

A nos yeux donc, ces pays n'ont été ni des États socialistes, ni des États ouvriers, ni même des États ouvriers dégénérés. Pour rester fidèle à l'analyse marxiste, nous avons préféré les qualifier d'États bourgeois. Évidemment, cela n'est quand même pas sans poser au moins un problème. Ce sont des États bourgeois, en quelque sorte... sans bourgeoisie.

Nous comprenons plus de choses, et des choses plus complexes, en qualifiant ces États de bourgeois, qu'en les qualifiant d'ouvriers. Et surtout, cela nous oblige à conserver comme boussole fondamentale la nécessité absolue de l'intervention de la classe ouvrière pour créer

un État qui commence à faire les pas de l'avenir. Cela nous oblige aussi à conserver comme boussole que l'État ouvrier est un État qui commence dès ses premiers actes à aller vers sa propre disparition, en devenant plus démocratique, en étant de moins en moins répressif et bureaucratique.

La création d'en haut des Démocraties Populaires ne pouvait rien faire de tout cela, et elle n'a rien fait. L'antisémitisme puant qui a empoisonné pendant des dizaines d'années ces pays est resté le même. Le mépris des femmes, encore plus profond dans les pays arriérés, n'a pas changé non plus. En URSS au moins, les premières mesures de l'État en faveur des femmes leur ont assuré et maintenu jusqu'ici une place au moins comparable à celle des pays riches de la planète.

Les militants de notre tendance n'ont donc pas cru à une nouvelle forme de progrès social sans intervention de la classe ouvrière mobilisée et dirigeant les changements, et ils n'ont donc pas eu à souffrir de déception non plus.

TITO, LE PREMIER, ÉMANCIPE LA YOUGOSLAVIE (1948)

Ces États, Staline et ses serviteurs locaux auront beau les peindre et les repeindre en rouge, ils vont comme tout État bourgeois chercher à acquérir leur indépendance nationale. Comme on pouvait s'y attendre, c'est la Yougoslavie qui pose le plus vite problème. Tito, contrairement aux autres pays de l'Est, n'est pas un produit de Moscou et de l'Armée rouge. Son autorité et son pouvoir, il les a acquis de la période de résistance et de libération par les propres forces qu'il a organisées sous sa direction.

En mars 1948, Tito donne très clairement ordre à ses fonctionnaires de ne pas donner à qui que ce soit (soviétiques compris donc) d'informations économiques importantes. Staline demande des explications. Tito confirme. Staline réplique le 28 juin 1948 par une résolution du Kominform où il déclare le PC yougoslave "mis en dehors de la famille PC". On lui reproche son plan quinquennal aventuriste, ses nationalisations hâtives, ses petits paysans protégés, ses méthodes de direction social-démocrate. Pour les PC du monde entier, Tito devient un traître, un espion, un agent impérialiste, un nationaliste bourgeois.

Tito exclut et fait arrêter les membres pro-soviétiques du Comité central, du gouvernement et de l'appareil d'État yougoslave. Staline rompt alors complètement et oblige les autres pays à faire de même. Cela ne va pas empêcher Tito de continuer de se réclamer du socialisme, à tel point que lui aussi attirera les faveurs de la IV^e Internationale trotskyste.

L'un de ses dirigeants, Pierre Frank écrit : "Le système stalinien a, en fait, craqué devant le développement de la révolution en Yougoslavie... Le progrès théorique accompli en si peu de temps par le Parti communiste yougoslave est à la fois un témoignage de la puissance du mouvement révolutionnaire en Yougoslavie et une des meilleures défenses des communistes de ce pays contre la double pression de l'impérialisme et de la bureaucratie stalinienne". Des brigades de jeunes sont envoyées sur place pour aider Tito à construire le socialisme.

Mais quand le 25 juin 1950 éclate la guerre de Corée, entre la Corée du Nord pro-chinoise et pro-soviétique, et la Corée du Sud pro-américaine, Tito à l'ONU, se range du côté des USA. Ces trotskystes, gênés, abandonnent alors Tito, mais sans jamais analyser leur

erreur.

Entre 1945 et 1960, la Yougoslavie va devenir de loin le pays le plus aidé par les impérialistes : 3 milliards de dollars. En 1955, elle devient membre observateur du GATT, en 1958, elle adhère à l'OCDE. Tous ces organismes économiques sont les canaux par lesquels l'impérialisme US, seul réel vainqueur de la deuxième guerre, s'assujettit économiquement et financièrement les autres pays capitalistes. En 1961, Tito emprunte au FMI 275 millions de dollars. Les entreprises commencent alors à avoir le droit de commercer avec l'étranger. Et il abandonne la planification.

Alors, on voit les soi-disant "conseils ouvriers", organes économiques de gestion de Tito, licencier les femmes et les vieux travailleurs, et les entreprises se remettre à garder jalousement leurs secrets industriels et commerciaux, sous prétexte de "rentabilité". En 1961, le chômage atteint 300 000 personnes, 8 % de la main d'oeuvre. Et il faut ajouter près de 200 000 personnes qui préfèrent quitter le soi-disant socialisme de Tito pour aller se faire exploiter en Allemagne, en Autriche et en France.

STALINE RÉAGIT EN "ÉPURANT" LES AUTRES DÉMOCRATIES POPULAIRES (1949-1953)

Ce que Staline a bien dû accepter de Tito, il n'est pas question pour lui de prendre le risque que cela se reproduise dans les autres Démocraties Populaires. De 1949 à 1953, Staline procède à des purges systématiques dans tous les PC. Sous couvert de dépister les titistes, les nationalistes, les anti-soviétiques, la bureaucratie soviétique s'attaque à tous, y compris les plus pro-soviétiques. Tous sont suspects, les dirigeants des PC et des États comme le personnel subalterne. La bureaucratie soviétique crée un véritable climat de terreur où chacun se sent menacé.

Cela commence en Hongrie par l'arrestation en mai 1949 du ministre des Affaires étrangères Rajk. Inculpé sans motifs, on l'oblige à s'accuser lui-même d'être un traître et d'avoir eu des activités anti-soviétiques, anti-socialistes. Il avoue donc que Tito lui aussi était un anti-soviétique, qu'il tramait un complot anti-fasciste, et que lui, Rajk, complotait avec Tito. Rajk et quatre autres sont condamnés à mort et exécutés.

Puis c'est le tour de l'Albanie, très liée économiquement à la Yougoslavie. Une épuration du PC albanais est entreprise, avec l'arrestation et la condamnation à mort du ministre de l'Intérieur et de quelques autres, trop attachés aux relations avec la Yougoslavie.

En décembre 1949, c'est au tour de la Bulgarie : Kostov, vice président du Conseil subit les mêmes méthodes que Rajk. Lui aussi est un "traître infâme", lui aussi avoue sa complicité avec Rajk et Tito. Il est condamné à mort et pendu.

En mai 1950, en Pologne, c'est un général qui est arrêté. Il est accusé d'avoir comploté avec Gomulka, ex-secrétaire général du PC polonais, et témoigne contre lui. Gomulka n'a pas approuvé l'exclusion de Tito. Alors on lui retire son poste de secrétaire général du PC, on l'exclut du Bureau Politique, et on le révoque de son poste de ministre. Il aura plus de chances que Rajk et les autres : son procès n'aura pas lieu, il sera juste emprisonné.

Slansky, secrétaire général du PC tchécoslovaque qui avait déclaré après le procès

Rajk : "Il nous faut un Rajk tchécoslovaque", se fait arrêter en novembre 1951 avec 11 autres dirigeants (dont Arthur London, l'auteur de l'Aveu) pour trahison, nationalisme bourgeois, sionisme, et comme agents impérialistes. En Roumanie et en RDA aussi : exclusions, destitutions et procès.

Ce ne sont pas seulement des dirigeants en vue qui payent le maintien dictatorial de nationalistes dans le giron stalinien. On estime par exemple que les purges ont fait en Tchécoslovaquie 136 000 victimes tuées, emprisonnées ou internées (il y a 14 millions d'habitants). Au total on estime à 2 500 000 personnes épurées de tous les PC, et 5 à 10 % d'entre elles arrêtées. En complément des purges, la bureaucratie soviétique met sur pied des polices politiques partout.

LA CONDITION OUVRIÈRE SOUS SURVEILLANCE POLICIÈRE STALINIENNE

Que devient la classe ouvrière ? Des nouvelles usines se bâtissent, d'immenses chantiers s'ouvrent. La classe ouvrière qui avant-guerre était largement minoritaire dans la population s'accroît avec l'arrivée de jeunes venus de la campagne.

"Travailles, tu travailles pour toi-même", peut-on lire sur les murs en Hongrie. Des concours d'émulation socialiste ont lieu : chaque travailleur est sommé de lancer un défi aux autres en multipliant par 2 ou par 3 sa production ; des concours de production entre usines, entre ateliers, entre brigades sont organisés pour dépasser le plan ; on travaille aussi "bénévolement" pour l'anniversaire de Staline ou du dictateur local ; on fête les "ouvriers de choc" et les "travailleurs d'élite". Il faut produire plus, toujours plus. Les normes augmentent de mois en mois, d'années en années.

Les directeurs, les cadres menacés d'épuration en cas de retard sur le plan ont mis sur pied de vastes réseaux policiers de mouchards dans les usines pour faire la chasse aux "saboteurs". En Hongrie, en 1952, 145 000 personnes sont emprisonnées au titre de "sabotage économique", ou au titre "d'hostilité politique".

En Pologne, des tribunaux sociaux sont institués dans les usines. Ils distribuent des amendes. Puis ils sont remplacés par la loi dite "loi sur la discipline socialiste" d'avril 1950. Elle permet d'enlever le salaire d'une journée à tout ouvrier arrivant avec plus de 20 minutes de retard à l'usine. Les infractions plus légères sont punies par une diminution de salaire de 20 %. Dans tous les cas on applique la formule de "la prison à l'usine", c'est à dire que les ouvriers subissent leurs peines sous forme d'heures de travail non payées. Et ceux qui transgressent cette loi sont passibles d'une détention de 6 mois de prison.

Évidemment partout le droit de grève est interdit, sous peine de prison pour les ouvriers, et de mort pour les organisateurs. Dans les statuts des syndicats hongrois, on peut lire en 1950 que le premier devoir du syndicat est "d'organiser et d'étendre l'émulation socialiste des travailleurs, de combattre pour une meilleure organisation du travail, pour le renforcement de la discipline, pour l'amélioration de la qualité de la production, la diminution du prix de revient et des déchets, et pour l'augmentation de la productivité.

1953. LA MORT DE STALINE OUVRE LA PORTE AUX RÉFORMATEURS BOURGEOIS...

Cet édifice monstrueux va connaître ses premiers craquements début 1953. Le 5 mars 1953, le dictateur entre les mains de qui se trouvent toutes les forces qui le maintiennent depuis 8 ans, Staline, comme tout être humain, meurt . Une crise de succession éclate : Béria, Molotov, Malenkov et Krouchtchev s'affrontent. Molotov désire conserver le régime soviétique tel qu'il est, tel que l'a fait Staline. Malenkov et Béria sont pour des réformes économiques importantes, et une libéralisation de la vie politique. Krouchtchev est au centre : il est pour amoindrir la dictature, mais sans amoindrir les pouvoirs du parti. Usant de l'un contre l'autre, c'est lui qui l'emporte.

A l'Est, les milieux dirigeants sont très attentifs à ce qui se passe en URSS. C'est l'avenir de leur pays qui s'y joue. Ils remarquent par exemple que du jour au lendemain les attaques contre la Yougoslavie ont cessé. Apparaissent alors dans les PC, dans les États et dans toute la société des courants réformateurs bourgeois, qui restent dans un premier temps très timides, très prudents. C'est le cas en Pologne et en Hongrie.

En Pologne en 1954, les intellectuels et les étudiants créent une revue, "Po Prostu", dans laquelle on discute plus ou moins ouvertement d'une nouvelle forme de socialisme. Dans le PC Polonais, des hommes comme Gomulka se font l'écho de ces courants, envisagent un "socialisme à la polonaise".

En Hongrie, l'Union des écrivains critique de plus en plus ouvertement le contrôle du parti sur la littérature. Imre Nagy, qui appartient au PC depuis 40 ans, se fait le porte-parole des réformateurs. Il est partisan d'un "socialisme à la hongroise". En Tchécoslovaquie, en Roumanie, et en Albanie, les petits Staline locaux réussissent à maintenir un silence complet.

LA CLASSE OUVRIÈRE SURGIT EN TCHÉCOSLOVAQUIE (mars 1953) ET A BERLIN-EST (juin 1953)

Et puis soudain, en mars 1953, coup sur coup, c'est la classe ouvrière qui se montre, en Tchécoslovaquie et en RDA, et les choses prennent une toute autre importance.

En Tchécoslovaquie, le 30 mars 1953 à Plzen, moins d'un mois après la mort de Staline, les ouvriers de l'usine Skoda (rebaptisée Usine Staline) se mettent en grève contre une réforme monétaire qui doit entraîner une augmentation du prix des aliments, et amputer un peu plus leurs salaires. Les ouvriers sortent de l'usine à 5 000 pour défiler vers la mairie. Ils sont rejoints par des étudiants mais aussi des soldats. Ils s'attaquent au siège du parti et aux symboles de la dictature stalinienne.

Comme la police semble sympathiser, l'armée est envoyée. La loi martiale est proclamée ; Plzen reste isolée du pays pendant plusieurs jours. Des troubles ont lieu aussi à Ostrava et à Prague, mais le mouvement s'arrête là. Les dirigeants staliniens n'ont pas laissé le temps à la révolte de s'étendre ; ils l'ont immédiatement réprimée.

Deux mois plus tard, ce sont les ouvriers de Stalinallée à Berlin, qui entrent en grève. Ils le font contre la décision du gouvernement de relever les normes de production de 10 %. Le 12 juin, les maçons et les ouvriers du chantier de Stalinallée (un des plus grands chantiers

de RDA) sont rassemblés à la pause par les responsables du parti qui sont là pour leur faire approuver le relèvement des normes. Après une discussion houleuse, les ouvriers décident d'envoyer une délégation au gouvernement.

Mais le 16 juin, ils sont plusieurs milliers (peut-être 10 000) à se diriger vers le siège du gouvernement pour demander à voir Ulbricht, secrétaire général du parti et principal dirigeant du régime. Lui et les autres dirigeants se cachent. Finalement le Bureau Politique annonce qu'il cède sur le champ et renonce au relèvement des normes.

Mais c'est trop tard. Un témoin raconte : "Pendant quelques minutes de fluctuations, personne ne prend la parole. Enfin, un mécanicien monte à son tour à la tribune : "Nous attendons encore une demi-heure. Si Ulbricht et Grotewol ne se présentent pas, nous allons dans les quartiers ouvriers et appelons à la grève générale pour demain". Dans les premiers moments, on restait tous un peu interdits. Peut-être parce qu'on n'avait pas réalisé avec quelle vitesse les choses s'étaient transformées, depuis tout à l'heure. Mais la seconde d'après, ce fut un déchaînement d'enthousiasme. Pendant ce temps, il y en avait qui discutaient avec véhémence de la grève."

Les slogans changent rapidement, ils n'ont plus rien à voir avec les normes de production : "nous voulons être des hommes libres", "le régime doit démissionner", "nous demandons des élections libres et secrètes".

Le lendemain, 17 juin, la grève est générale sur tout le pays. Elle touche 300 à 400 000 travailleurs. Des comités de grève sont élus. Le gouvernement est complètement dépassé. Les manifestations tournent à l'émeute. Les portraits de Ulbricht et de Staline sont brûlés. La police n'ose pas intervenir. Les dirigeants staliniens sont désarmés : la police et l'armée sont touchées par la contestation ouvrière. On ne peut pas compter dessus. La seule façon de couper court à cette révolte, c'est d'appeler l'armée soviétique.

Le 17 juin dans l'après-midi, les tanks russes investissent Berlin (et particulièrement Stalinallee) ainsi que quelques autres grandes villes. L'État de siège est proclamé, la loi martiale instaurée. Les vopos se déchaînent contre les ouvriers qui ne sont pas armés. La répression fait 40 morts, des centaines de blessés, et 25 000 arrestations.

A Paris, "l'Humanité" du 18 juin écrit : "A Berlin, graves provocations des revanchards". "Depuis hier, dit "l'Humanité", les revanchards, des provocateurs fascistes et autres réactionnaires à la solde des puissances étrangères et des monopoles capitalistes allemands ont provoqué de graves désordres à Berlin". Elle rajoute le lendemain : "Mais les provocations se sont écroulées. Les provocateurs ont réussi à arrêter le travail dans un certains nombre d'usines, mais n'ont pas réussi à entraîner les ouvriers berlinois à la grève générale (...). Cependant, il y a à rougir que des travailleurs allemands soient tombés dans le piège des machinations des provocateurs de Berlin-Ouest, que des ouvriers de Berlin n'ont pas réussi à empêcher que fût souillée leur ville. Seule la puissance d'occupation a défendu leur ville avec la fermeté qui s'imposait, aussi bien dans les intérêts vitaux du peuple allemand que dans les intérêts de tous les peuples".

Et "l'Humanité" conclut le 24 juin : "A Berlin il y a eu des provocateurs, certes. Mais les événements ne sont pas de leur fait à eux seuls. Le terrain était propice : il y a peu encore, l'Allemagne était nazie".

Février 1956 : KROUCHTCHEV TENTE LA "DÉSTALINISATION"

Tout rentre dans l'ordre donc. Jusqu'au second craquement : en février 1956, au 20^{ème} congrès du PC d'URSS, Krouchtchev fait un rapport secret sur les crimes de Staline, et le culte voué à sa personne. Sans pour autant remettre en cause la politique de Staline, ce rapport n'en est pas moins une critique des aspects les plus sanguinaires et dictatoriaux du régime stalinien. Ce que veut faire Krouchtchev, c'est enlever les aspects les plus rigides de la dictature, car même aux sommets les plus hauts de l'État, cela s'était traduit sous Staline par des liquidations sanglantes pour le moindre doute ou désaccord.

Le nouveau cours énoncé par Krouchtchev concerne forcément les démocraties populaires. La bureaucratie soviétique ne peut desserrer l'étau de la dictature dans son propre pays, sans desserrer légèrement celui des pays qu'elle maintient sous sa coupe. Sans pour autant les lâcher, sans même vouloir les lâcher, elle leur accorde une certaine liberté : Krouchtchev réhabilite Tito et le PC yougoslave, et déclare que chaque pays peut avoir sa voie menant au socialisme, et qu'elle n'est pas forcément la même que celle de l'URSS.

C'est la porte ouverte aux discussions, aux conflits aussi entre diverses tendances des personnels dirigeants, des conservateurs pro-soviétiques aux soi-disant réformateurs pro-occidentaux.

Mais ce que n'a pas prévu Krouchtchev va se produire. Sans attendre des réformes d'en haut, la classe ouvrière va resurgir. Pendant des années, pour toute la population, se sont ajoutées l'exploitation économique, la dictature politique et aussi l'oppression nationale, car partout on vit la présence soviétique en la subissant. C'est la classe ouvrière qui va ouvrir cette brèche. Et cette fois, elle va être bien plus large qu'en 1953. Les couches dirigeantes qui étaient restées en 1953 aux ordres de Moscou à appliquer la répression vont rejoindre les émeutiers par pans entiers cette fois-ci.

Juin 1956 : L'INSURRECTION OUVRIÈRE EN POLOGNE REPRISE EN MAIN PAR GOMULKA

En Pologne, l'année 1956 voit le commencement de la déstalinisation officielle, avec la fin du culte de la personnalité. Un mouvement réformateur apparaît dans le PC pour un renouveau du socialisme en Pologne. La revue "Po Prostu" conteste la vieille équipe stalinienne au pouvoir, et veut plus de libertés.

Mais dans les usines aussi la mort de Staline et le rapport de Krouchtchev suscitent des espoirs de libéralisation. Alors quand le 25 juin 1956, le gouvernement décide d'augmenter encore un peu plus les normes de production à Poznan, en province, c'est l'émeute. La manifestation, partie dans le calme des usines Zispo (métallurgie), grossit rapidement. Elle devient houleuse, et les slogans ne demandent plus "du pain" ou "l'augmentation des salaires", mais clament "à bas l'URSS, à bas l'occupation soviétique", "À bas le faux communisme", "nous ne voulons plus être des esclaves", mais aussi "rendez-nous la religion".

Les ouvriers s'attaquent au siège de la police, à la radio, au tribunal, à la prison. Ils ramassent toutes les armes qu'ils trouvent. L'armée avec ses tanks est envoyée ; l'émeute est

écrasée le soir même. Il y a eu 54 morts, 300 blessés, et 320 arrestations.

Poznan reste isolée. Le feu ne s'étend pas aux autres villes. Mais pour le gouvernement, c'est un très grave avertissement. L'appareil du PC et de l'État décident un ravalement de façade. Ils se mettent à préparer le retour au pouvoir de Gomulka. On le réhabilite, on se met d'accord sur un programme de réformes, sur les remaniements à effectuer, et le 19 octobre 1956, le Comité central du Parti polonais se prépare à nommer Gomulka à la tête du PC et de l'État.

Au même moment, des mouvements de troupes soviétiques ont lieu en RDA, à la frontière polonaise, et en Pologne même. Elles convergent vers la capitale, Varsovie. Krouchtchev, avec tout l'état-major soviétique, débarque ce même jour à Varsovie.

Durant les pourparlers entre Krouchtchev et Gomulka, toute la population est en alerte mobilisée derrière Gomulka. Tout l'appareil du PC, tout l'appareil d'État se tient derrière lui ; il peut compter sur la police secrète, sur les gardes frontières, sur les troupes de la Sécurité Intérieure. Toute l'intelligentsia, toute la petite-bourgeoisie aussi, qui voit ses aspirations portées par cet homme. Mais aussi toute la classe ouvrière qui espère en Gomulka, et qui lui fait confiance.

Gomulka donne à Krouchtchev toutes garanties. Il lui assure qu'il ne veut pas porter atteinte aux intérêts stratégiques de l'URSS, ni sortir du pacte de Varsovie, l'alliance militaire qui lie les démocraties populaires à l'URSS. Surtout il lui fait comprendre qu'à tout prendre, il est un moindre mal, que lui seul est capable de désamorcer la révolte qui couve dans toute la Pologne et de calmer la crise.

Les Russes acceptent, les troupes font demi-tour, Gomulka et sa clique se retrouvent au pouvoir. Il est acclamé dans tous les meetings. Les ouvriers sont mobilisés derrière lui dans les conseils ouvriers qui se créent et qui se propagent dans toute la Pologne. Pour eux la révolution ne fait que commencer.

Pour Gomulka, elle est terminée. A peine arrivé au pouvoir, il déclare aux ouvriers : "Aujourd'hui, je dis à vous tous et à tous les travailleurs de Pologne : assez de manifestations, assez de réunions. Retournons au travail, c'est de nos efforts communs que dépend l'avenir du socialisme dans notre pays". Et pour ne pas heurter les ouvriers de front, il légalise les conseils ouvriers, mais les vide de tout contenu révolutionnaire : le conseil devient un organisme qui ne sort pas de l'usine, et qui vise à l'amélioration du rendement et au contrôle de distribution des primes. Gomulka finira par les interdire au début de 1957, quand trop de conflits surgissent, justement parce que les conseils veulent déborder les limites qui leur sont imposées. Il interdit alors "Po Prostu". En 1957, la révolution est maintenant éteinte.

Octobre 1956 : LA RÉVOLTE NATIONALE HONGROISE

Si Gomulka a su tirer profit de sa popularité pour en finir avec la révolution polonaise, le Gomulka hongrois, Nagy, ne saura pas le faire. La révolution hongroise va être bien plus profonde et plus dangereuse pour l'État hongrois et ses réformateurs, et pour la bureaucratie soviétique.

Les événements de Pologne ont eu un écho particulier en Hongrie. En Hongrie aussi,

Rakosi, le dictateur mis en place par Staline est obligé de faire son autocritique, de revenir sur les purges et les procès pour les condamner. Finalement, le 17 juillet 1956 il est prié de donner sa démission par deux émissaires de Moscou. Il est remplacé par Gerö, un autre stalinien.

Mais l'agitation dans le pays ne cesse de monter. Elle se cristallise autour de Nagy. Elle s'exprime tout d'abord dans les milieux intellectuels, chez les étudiants, avec l'Union des écrivains et le Cercle Petöfi. C'est toute la population qu'on voit défiler le 6 octobre 1956, aux obsèques de Rajk qui est réhabilité. 300 000 personnes de toutes origines sociales, ainsi que des membres du PC. Dans les usines, les ouvriers commentent les événements, et ceux de Pologne.

Le 22 octobre, dans les meetings organisés par les écrivains et les étudiants dans les universités et auxquels assistent des ouvriers, on propose une manifestation à Budapest en solidarité avec la Pologne. On rédige aussi des revendications : on demande le retour de Nagy qui avait été nommé premier ministre en 1953 avant d'être écarté par Rakosi, des élections libres à bulletins secrets, le retrait des troupes soviétiques et la publication des accords commerciaux avec l'URSS, le droit de grève et la révision des normes de travail, la remise en cause des livraisons obligatoires pour les paysans. Les revendications tiennent en trois mots : liberté, indépendance, démocratie. C'est le programme d'une démocratie bourgeoise.

23 octobre 1956, LA CLASSE OUVRIÈRE HONGROISE ENTRE EN SCÈNE : LA RÉVOLTE DEVIENT RÉVOLUTION

Le lendemain, 23 octobre 1956, c'est la révolution. La manifestation prévue pour la journée se déroule dans l'ordre et rassemble 10 000 personnes, étudiants et petits-bourgeois. Mais le soir venu, elle ne se termine pas. Leur journée de travail finie, les ouvriers y affluent venant de tout Budapest et des banlieues. Ils sont des centaines de milliers, réclamant le départ des Russes et la venue d'Imre Nagy au pouvoir. Ils appellent aussi à la grève. Rien ni personne n'est en mesure de contrôler ce qui se passe.

Le soir, Gerö intervient à la radio : il ne démissionnera pas, le régime ne changera pas et les Russes ne partiront pas. Il traite tous ceux qui revendiquent de "racaille fasciste".

Alors la foule en colère déboulonne la statue de Staline et se dirige sur l'immeuble de la radio. Ils veulent que leurs revendications soient lues à tout le pays. Ils veulent appeler à la grève. Des heurts ont lieu avec la police politique. Il y a des morts. Mais la foule ne lâche pas un pouce de terrain. L'armée est envoyée en renfort avec ses tanks. Mais la population affluant de plus en plus les entoure, les agrippe, les convainc et les fait basculer dans leur camp.

En une nuit, l'armée hongroise est dissoute, disloquée. Les ouvriers s'arment, ils font la tournée des dépôts, des usines d'armement, des casernes. Un peu partout déjà, des comités révolutionnaires se créent, et essayent d'organiser le combat.

Dans la nuit du 23 au 24 octobre, le CC du Parti communiste hongrois se réunit en toute hâte. Il prend deux décisions : la nomination de Nagy au poste de premier ministre pour tenter de calmer les ouvriers et un appel à la garnison soviétique stationnant en Hongrie pour rétablir l'ordre.

Le 24 octobre, à 4 heures du matin, les tanks russes pénètrent dans la capitale. Loin de rétablir l'ordre, ils sont littéralement battus par une population qui n'a quasiment rien : de l'huile jetée sous leurs chenilles pour les faire déraiper, des cocktails molotov pour tenter de les enflammer. Finalement l'intervention des troupes russes est parfaitement inefficace. Certaines ralliant la révolution, elles sont retirées des combats. La grève s'étend à tout le pays, des milices ouvrières se forment. Le 24 octobre, Nagy met tout son poids pour rétablir l'ordre. Tour à tour il menace et prie les insurgés de cesser les combats. En vain.

Les conseils ouvriers couvrent tout le pays et se fédèrent. Ils procèdent au désarmement de la police politique, ils arment les travailleurs, les organisent en milices ouvrières chargées de faire régner l'ordre dans la rue. Ils administrent, organisent le ravitaillement et font fonctionner les services publics. De fait, ils exercent le pouvoir dans les villes industrielles, et même sur des régions entières. Ainsi le conseil de Miskolc qui prend le contrôle de tout un département, s'adresse au pays tout entier par l'intermédiaire de sa radio : radio-Miskolc, et qui traite d'égal à égal avec le gouvernement d'Imre Nagy et le commandement soviétique local.

LE PROBLÈME DU POUVOIR OUVRIER

La classe ouvrière a fait le premier pas de toute révolution : elle s'est armée et s'est organisée, car elle a éprouvé le besoin d'agir par elle-même et de se défendre. Mais le deuxième pas est toujours le plus difficile. Et il ne s'est encore jamais produit, dans aucune révolution ouvrière, sans la présence d'un parti ouvrier révolutionnaire. Ce deuxième pas, c'est la prise de conscience qu'il n'y a plus à chercher à qui remettre le pouvoir, que la classe ouvrière doit être elle-même le pouvoir.

Ce deuxième pas ne s'est jamais produit spontanément. Parce que les travailleurs ont été trop longtemps dressés en étant exclus de toute décision, de toute responsabilité politique réelle. Et tant qu'il reste à leurs yeux une seule force politique qui ne les a pas encore ouvertement trahis, ils continuent encore à lui faire crédit, et voient en elle un sauveur possible qu'il faut donc soutenir. Le pas décisif qui consiste à abandonner totalement l'idée qu'il y a des sauveurs, que le gouvernement est affaire de spécialistes, et qu'après tout nous pouvons tout à fait faire l'affaire nous-mêmes, ce pas demande un minimum d'éducation politique.

Dans le cas de la révolution russe, il a demandé quelques mois. Plus exactement, la politique du parti bolchévique a consisté à transformer tous les événements qui ont rempli la période de février à octobre, de la vie quotidienne à celle des gouvernements jusqu'aux mouvements des masses elles-mêmes, en une véritable leçon permanente de ce point de vue.

Cet apprentissage nécessite donc un minimum de temps. Et c'est donc une course contre la montre terrible qui s'engage lors de toute révolution, une fois que le premier pas est fait. Une course où les possédants, les dirigeants, les anciens tenants de l'ordre vont chercher à dévoyer, à briser le mouvement avant qu'il ne puisse parvenir à la conscience de la nécessité et de la possibilité du deuxième pas.

En Hongrie, on trouve dans le mouvement d'autres couches que les ouvriers, les intellectuels, mais même des membres de l'appareil d'État comme Nagy semblent du côté de

la révolution. En réalité, leur seul point commun est l'hostilité générale anti-russe, c'est un sentiment national qui s'est forgé au fil des années contre sa présence directe ou indirecte.

Un parti révolutionnaire prolétarien aurait sans aucun doute eu à faire un apprentissage concret à la classe ouvrière sur ce terrain, en lui apprenant à distinguer entre riches et pauvres, entre partisans d'une armée nationale ou d'une armée ouvrière pour remplacer l'armée rouge. En défendant aussi l'idée que la libération nationale, cela nécessitait aussi l'appui des peuples voisins, car la seule lutte de la Hongrie contre l'URSS ne pouvait qu'être vouée à l'échec. Un parti révolutionnaire aurait ainsi tenté de faire des différents nationalismes de chaque pays de l'Est, un internationalisme commun, y compris en indiquant clairement les travailleurs russes comme des alliés.

Nagy sait que tant qu'il ne prend pas une mesure ouvertement hostile aux travailleurs, ceux-ci vont continuer à lui accorder du crédit. Il fait durer les choses. Le conseil ouvrier de Borsod s'adresse à lui le 27 octobre : "Cher président hongrois, nous vous informons que le conseil ouvrier a pris hier le pouvoir dans tous les domaines (...). L'armée et la police sont sous le contrôle du conseil ouvrier. Les troupes soviétiques manifestent une attitude neutre et ne s'immiscent pas dans nos affaires".

Le 2 novembre, le Conseil ouvrier de Miskolc déclare : "Le gouvernement doit proposer la formation d'un conseil national révolutionnaire, s'appuyant sur les conseils ouvriers départementaux et de Budapest, et composé de délégués démocratiquement élus. Avec cela, on doit prononcer la dissolution de l'ancienne assemblée nationale". C'est la revendication d'un pouvoir central ouvrier. Mais c'est au gouvernement et à l'État bourgeois que les ouvriers le demandent. Le 4 novembre, Nagy ne répondant toujours pas, les insurgés mettent en place un Conseil central ouvrier.

L'ARMÉE SOVIÉTIQUE EN GUERRE CONTRE LA RÉVOLUTION

Le même jour, c'est toute la puissance de l'État soviétique qui se déchaîne contre la classe ouvrière. Les blindés qui avaient été évacués reviennent avec de nouvelles troupes.

C'est une armée de 200 000 soldats, de 2 000 tanks, soutenus par des bombardiers qui investit la capitale, Budapest. Pour la plupart, ces soldats sont originaires des régions asiatiques de l'URSS et ne parlent pas un mot de russe. Radio Rajk appelle à la résistance : "Camarades ! notre place est ... sur les barricades où nos frères continuent leur lutte contre l'impérialisme brutal... Les dirigeants soviétiques doivent savoir que les vrais communistes hongrois ne toléreront jamais le règne terroriste russe (...). Ceux qui, de quelque manière que ce soit et au nom de n'importe quel parti collaborent avec cette puissance de colonisation, trahissent non seulement la Hongrie mais aussi le communisme (...). Camarades, tout vrai communiste hongrois a sa place aux barricades".

Ils sont des dizaines de milliers d'ouvriers et d'ouvrières à se battre contre les tanks. La résistance est acharnée, elle dure une semaine. La révolution ouvrière hongroise n'est pas écrasée d'un coup. Les grèves se poursuivent jusqu'en décembre, et des conseils (dont le Conseil central ouvrier du Grand Budapest) sont encore vivants.

En décembre, Kadar, le nouveau président nommé par les soviétiques (Nagy a été arrêté et conduit en Roumanie) fait arrêter les principaux responsables du Conseil central

ouvrier, décrète la loi martiale, interdit les Conseils ouvriers ; tout appel à la grève est passible de la peine de mort. Des milliers d'ouvriers sont emprisonnés, 105 personnes sont exécutées, qui s'ajoutent aux 2 700 tués dans les combats avec les soviétiques.

La révolution ouvrière hongroise est matée avec la complicité des grandes puissances impérialistes. Au moment même où les chars russes écrasent dans le sang les conseils ouvriers à Budapest et ailleurs, les impérialistes anglais et français envoient leurs troupes en Égypte sur le canal de Suez, nationalisé par Nasser, symbole donc de la volonté des peuples du tiers-monde de s'émanciper et d'avoir leur indépendance.

1956 est une défaite de plus pour la classe ouvrière. Oui. Mais la Hongrie ouvrière, c'est la vérification que le rôle de la classe ouvrière n'est pas fini. C'est la vérification que même après la main mise stalinienne sur tous les partis communistes de la planète, même sous la dictature directe de la soi-disant Armée rouge, c'est toujours le pouvoir des travailleurs qui est la voie de l'avenir. C'est la vérification que le stalinisme, même là où il s'est exercé de la façon la plus pesante et la plus ignoble, n'a pas réussi à déconsidérer complètement l'idée communiste et soviétique. C'est cette idée-là qui a resurgi en 1956, au coeur de l'Europe.

Le souffle de la révolution éteint, le stalinisme reprend son visage hideux. Le dimanche 14 août 1961, au matin, la population de Berlin se réveille avec une vision de cauchemar. En une nuit, leur ville a été déchirée en deux, par une frontière de 46 kilomètres de béton et de barbelés. Les familles sont séparées. C'est la réponse de la bureaucratie russe et de l'État est-allemand à l'hémorragie de population qui, bon an mal an, atteint 2 ou 300 000 personnes qui passent à l'Ouest.

LES FORCES CENTRIFUGES TENDENT TOUJOURS À ÉLOIGNER LES DÉMOCRATIES POPULAIRES DE L'URSS

Mais le béton et les barbelés n'empêchent pas les Démocraties populaires de reprendre leur trajectoire vers l'Ouest. Maintenant les responsables politiques opèrent en évitant le moindre langage démagogique, en évitant absolument de s'adresser en quoi que ce soit à leur population.

Ils rétablissent des relations avec l'Ouest, ouvrent leurs frontières aux marchandises, aux capitaux et aux crédits. Le mouvement est lancé par la Roumanie, dont le dirigeant Gheorghiu Dej est pourtant considéré comme un des plus fidèles à Moscou. En fait Moscou ferme les yeux parce que Gheorghiu Dej est un bon élève. En 1956, ses étudiants ont bougé aussi à Timisoara, mais on n'en a rien vu. Ils ont été matés "proprement".

En 1964, le PC roumain parle de "voies multiples du socialisme", et bien sûr d' "une voie roumaine" ; il déclare qu'il ne reconnaît pas de parti guide et qu'il est prêt à collaborer avec tous les pays. Il reçoit de Gaulle en mai 1968, pendant que les pavés volent au Quartier Latin. En 1968 encore, il refuse de s'associer à l'URSS et aux autres pays de l'Est pour mater le printemps de Prague, en 1968. En 1969, il recevra le président des États-Unis, Nixon.

A partir de 1965, la tendance à l'ouverture à l'Ouest amorcée par la Roumanie se généralise à tous les pays de l'Est. Celui qui va le plus loin, même si c'est fait discrètement, c'est la Hongrie. L'État hongrois va, tout au long des années 70, mettre en place toute une série de "réformes" qui sont une réintroduction en bonne et due forme des entreprises

capitalistes et des liens avec le marché mondial, si ce n'est que cela se fait sous le contrôle, bienveillant, de l'État.

1968 : LA TCHÉCOSLOVAQUIE VA TROP LOIN. LES CHARS RUSSES INTERVIENNENT

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Une nouvelle contestation éclate en 1968, en Tchécoslovaquie. En janvier 1968, le Parti annonce le remplacement de Novotny connu comme pro-russe, par Dubceck. Les dirigeants tiennent à faire les choses en douceur. Mais la population prend cela pour un signal : les langues se délient, les journaux multiplient leurs tirages, des partis squelettiques comme le Parti socialiste tchèque ou le Parti populaire chrétien reprennent vie. On se réunit, on exige le remplacement des anciens dirigeants du parti et des syndicats, l'abolition de la censure, et le droit de grève.

Dubceck qui ne souhaitait pas tout ce mouvement veut alors l'utiliser comme point d'appui vis à vis de Moscou. Mais lorsque le milieu ouvrier commence à être touché, le Kremlin tape du poing sur la table. Moscou exige que se déroulent en Tchécoslovaquie les manoeuvres militaires du Pacte de Varsovie. Dubceck refuse. Les chars russes envahissent le pays. Il y a des fusillades, des morts. Le 23 août 68, le PC lance un ordre de grève générale sur des radios clandestines.

Les Russes recherchent un Kadar tchèque, quelqu'un qui pourra justifier leur intervention. Ils n'en trouvent pas. Alors ils décident d'utiliser Dubceck lui-même. Et ils vont y parvenir. Dubceck, par crainte de sa propre population, ne va pas jusqu'au bout du combat contre l'emprise soviétique sur son pays. Il obéit aux injonctions de Moscou : il rétablit la censure, supprime les clubs, et signe un accord de coopération plus étroite avec l'URSS. Même les frais d'entretien des troupes d'occupation doivent être partagés. Après quoi, une fois la "normalisation" faite, Moscou se débarrasse de lui et le remplace en avril 1969 par Husak.

Août 1980 : LE MOUVEMENT OUVRIER POLONAIS CRÉE SOLIDARITÉ

A partir de 1970, on voit des pays comme la Pologne se lancer dans une politique d'industrialisation, avec des investissements importants, venant d'Europe occidentale et des États-Unis. Des usines clés en mains sont importées. Mais le pays ne va pas pouvoir rembourser ces prêts.

Car en 1974, la crise éclate, dans un climat qui ne la laissait pas présager. On entendait même ces dernières années des commentateurs déclarer que le marxisme avait fait faillite puisqu'il n'y avait plus eu de crise depuis la guerre. Les pays capitalistes qui étaient bien heureux de prêter des capitaux aux pays pauvres voient d'un coup leurs propres marchés rétrécis. Et les usines importées ne réussissent pas dans ces conditions à faire une place à leurs produits. La dette qui ne peut être remboursée s'enfle. En clair, les pays riches font payer leur crise aux pays pauvres.

En 1976, deux grèves suivies de manifestations éclatent en Pologne, à Radom et Ursus. Le gouvernement qui avait décidé de nouvelles hausses de prix les annule. A cette occasion, se met en place un Comité de défense des ouvriers, le KOR. Le comité est formé d'étudiants et d'intellectuels qui veulent aider les ouvriers licenciés ou emprisonnés, collecte

des fonds, cherche des avocats.

En 1980, en plein été, la grève éclate à nouveau à Ursus, contre l'augmentation du prix de la viande. En un mois, elle s'étend aux chantiers navals de la Baltique, à Gdansk, au départ contre le licenciement d'une militante de syndicat libre, Anna Walenznowicz. Le KOR est là, il joue le rôle de tête pensante pour les syndicalistes. Le 16 août, un Comité de grève inter-entreprises est créé. Il place en tête des revendications la reconnaissance des syndicats libres, c'est-à-dire indépendants du syndicat officiel et du parti.

Le 24 août, des dirigeants du syndicat officiel et du parti sont changés. Mais la grève continue. Un jeune ouvrier des chantiers explique : le représentant du gouvernement "n'a rien compris. Il croit que nous sommes des ânes, qu'on peut nous rouler facilement. Et il oublie que nous avons eu les expériences de 1956, de 1970, de 1976 et que nous sommes instruits et que nous avons fait des écoles. Cela ne fait rien, ils finiront par comprendre".

Le gouvernement finit par comprendre effectivement. Il reconnaît le syndicat. Solidarité est né. Il va compter des centaines de milliers de militants, et 10 millions de membres, pour une population de 35 millions d'habitants. Mais cette force, les dirigeants de Solidarnosc ont décidé, selon leur expression, de l' "auto-limiter". "Le principe fondamental du mouvement à son début, expliquera un des dirigeants du KOR, c'était auto-limitation. Nous imaginions que le syndicat, en auto-limitant, c'est-à-dire en n'empiétant ni sur les intérêts de l'URSS ni sur ceux du pouvoir du Parti polonais, le POUP, pouvait néanmoins conquérir certains domaines de la vie publique".

Mais le KOR, en refusant la voie ouvrière, la voie de la lutte politique, et aussi la voie internationaliste, en se mettant donc, avec tout un tas de complicités douteuses dont l'Église polonaise, à faire croire aux travailleurs qu'ils peuvent améliorer leur sort dans le cadre de la seule Pologne et en respectant les autorités étatiques, le KOR donc et la direction de Solidarité ne font qu'enfermer les travailleurs dans un piège.

L'IMPASSE DE TOUTES LES SOLUTIONS NATIONALES

Le gouvernement le voudrait-il qu'il ne peut pas accéder aux réformes, même en douceur. D'autant que la crise dure, et que la Pologne se retrouve en mars 1981 dans l'impossibilité complète d'honorer ses dettes à l'étranger. Le dimanche 13 décembre 1981, le général Jaruzelsky lance l'armée et la police à travers toute la Pologne contre Solidarité. Toutes les communications sont coupées.

Solidarité s'était aussi "auto-limité" face à une telle éventualité. Rien n'avait été prévu et c'est la déroute totale. Cette fois, ce n'est même pas dans l'intérêt direct de Moscou ou pour répondre à ses souhaits que la répression a lieu. Non cette fois, c'est tout simplement parce qu'il n'y a pas la possibilité pour un pays pauvre de tolérer un tant soit peu de vie démocratique, que l'armée et la police sont envoyées pour l'interdire.

Car tolérer même un syndicat vivant, ce n'est possible qu'à la condition d'avoir un minimum de choses à donner pour répondre aux revendications. La Pologne n'a pas cette possibilité, en tout cas pas dans le cadre du système qui est le sien, lié au capitalisme et à l'impérialisme qui lui impose justement d'économiser sur le dos de la population pour rembourser les dettes.

Ce coup d'État est finalement la preuve que la solution de tous les nationalistes, des Nagy ou des Gomulka comme des Dubceck et des Walesa, est tout simplement impossible à réaliser, quand bien même Moscou laisserait faire.

1989, GORBATCHEV DÉSENGAGE L'URSS A L'ÉTRANGER : HONGRIE, POLOGNE, TCHÉCOSLOVAQUIE RAVALENT LA FAÇADE ET PRENNENT LE LARGE

Tournant décisif dans l'histoire des Démocraties Populaires : en 1985, Gorbatchev parvient à la tête de l'État soviétique. Il entreprend de réformer l'URSS et de reconsidérer sa politique extérieure. En 1989, l'URSS se désengage de tous les conflits auxquels elle participait ou qu'elle soutenait : en Afghanistan, au Vietnam, au Cambodge, au Nicaragua, en Afrique. Gorbatchev et les bureaucrates qu'il représente considèrent que l'URSS n'en a plus les moyens.

A nouveau, comme lors de la déstalinisation engagée par Krouchtchev, tous les pays de l'Est regardent vers Moscou. Que signifie ce désengagement ? Moscou tolérera-t-il qu'il en soit de même pour ses satellites ou le vieil ours stalinien va-t-il au contraire, dans sa chasse gardée, réagir à nouveau brutalement ? Gorbatchev ne dit rien. Le seul moyen d'avoir la réponse à cette question, c'est de commencer.

La Hongrie se lance. C'est le Parti soi-disant communiste qui va être le maître d'oeuvre du retour complet au capitalisme. Le 1^{er} janvier 1989, il autorise la constitution de sociétés à responsabilité limitée et de sociétés par actions. En mai, il exclut Kadar, le dictateur de la Hongrie depuis 1956, de ses rangs et en fait un bouc émissaire. En septembre, il autorise un mouvement politique le "Mouvement pour une Hongrie démocratique" qui se présente aux élections et les remporte. Début novembre, le PC n'ayant plus le pouvoir peut faire peau neuve : il devient PS. Mi-novembre, la Hongrie devient une République, sous la forme la plus classique du monde bourgeois.

Moscou n'a pas bougé : la leçon est claire pour les responsables politiques : s'ils veulent quitter l'orbite de Moscou, qu'ils la quittent donc, à leurs risques et périls. L'URSS abandonne la politique des blocs, le partage du monde en sphère d'influence et la charge du maintien de l'ordre qui va avec.

La Pologne suit, en prenant un maximum de garanties contre tout débordement populaire. C'est Jaruzelsky, le général auteur du coup d'État de 1981, qui orchestre la passation de pouvoir sans débordement, ni manifestation. Il le fait avec l'aide de Solidarité : fin août 1989, Jaruzelsky appelle à la tête du gouvernement, comme premier ministre, le représentant de Solidarité, Mazowiecki, et comme ministre du travail Jacek Kuron, un ancien du KOR, qui déclare pour l'occasion : "Ma spécialité, c'est la grève. J'en ai fait des centaines. Je saurai en éteindre 1000 demain".

L'année suivante, en 1990, des élections présidentielles sont organisées où Walesa est élu président. Ce sont donc des hommes issus du mouvement ouvrier polonais, disposant d'un crédit énorme auprès des travailleurs qui ont été choisis par l'État polonais pour assurer un retour à l'économie de marché, justement parce qu'ils sont les mieux placés pour éteindre d'avance tout mouvement populaire ou ouvrier.

Puis c'est le tour de la Tchécoslovaquie avec sa "Révolution de velours". En novembre 1989, des centaines de milliers de personnes (jusqu'à 750 000) manifestent pour une libéralisation du régime. Le 18 novembre, Vaclav Havel, écrivain, opposant de longue date fonde le Forum Civique, organisation sans programme si ce n'est la démocratie et le pluralisme. Cela suffit à l'État tchécoslovaque qui fait très vite. Le 26 novembre : Adamec, premier ministre PC rencontre V. Havel. Le 27 novembre : le rôle dirigeant du PC, ainsi que toute référence au marxisme-léninisme sont officiellement abandonnés. Le 7 décembre, Adamec démissionne. Le 10 décembre, le président aussi, et le 29 décembre, V. Havel est élu président de la République.

Dans ces trois premiers pays en Hongrie, en Pologne et en Tchécoslovaquie, les dirigeants avaient eu l'expérience du mouvement des masses. Ils savent, pour l'avoir vécu, en 1953, en 1956 et en 1968, qu'ils sont haïs des masses et que celles-ci les voient non seulement comme leurs propres tortionnaires mais aussi comme des hommes de Moscou.

Et c'est pourquoi, dès que Moscou donne des signes de relâchement, les couches privilégiées et dirigeantes font au plus vite pour changer au maximum la façade, changer les têtes et les étiquettes. Il s'agit de donner le plus vite possible l'impression que l'ordre des choses a vraiment changé.

Novembre 1989 : LA POPULATION D'ALLEMAGNE DE L'EST DÉCIDE LA COUCHE DIRIGEANTE À SE DÉFAIRE DE HONECKER

Mais ailleurs, les couches dirigeantes n'ont pas aussi vite compris le danger qu'il y avait à garder, quelques mois de trop, quelques semaines de trop, les vieux dictateurs en vue.

Alors dans le cas de l'Allemagne, c'est Gorbatchev lui-même qui donne le signal. Honecker ne semble pas avoir vraiment compris que son heure a sonné. Gorbatchev vient donc en personne en RDA le 7 octobre 1989, à l'occasion du 40^{ème} anniversaire du régime. Commencent alors quelques manifestations, d'abord interdites et réprimées.

Il faut bien voir que c'est un problème que de remplacer un dictateur, même d'en haut et dans l'intérêt des possédants. Parce que le changement risque d'être l'occasion qu'explose le mécontentement accumulé dans la population. Mais aussi parce que, par définition, il n'y a pas de force politique prête pour le remplacer. On ne peut pas non plus en mettre une en place d'avance. Il faut donc que les dizaines et les centaines de milliers de personnes qui profitent de ce régime décident de faire elles-mêmes une autre politique.

C'est ce que comprennent les milliers de petits pouvoirs locaux à travers l'Allemagne de l'Est. Et on voit alors des maires de grandes ou moins grandes villes organiser des manifestations. D'abord interdites, le régime va les tolérer, voire les organiser. Le 4 novembre, ils sont un million à Berlin.

Les 11 et 12 novembre 1989, 5 millions d'Allemands de l'Est demandent un laissez-passer pour l'Ouest. Ils veulent vérifier que c'est enfin possible, ils veulent en même temps se saisir de cette première autorisation pour en faire une manifestation de masse, impressionnante. C'est la fin du mur de Berlin. Le parti communiste, le SED s'auto-dissout, et désigne une nouvelle direction officiellement "réformatrice" : en fait une génération de staliniens de 50 ou 60 ans remplace ceux qui en avaient 70 ou 80.

Décembre 1989 : LA POPULATION ROUMAINE DÉCIDE L'ARMÉE A LIQUIDER CEAUCESCU

En Roumanie, personne n'est venu réveiller Ceaucescu à temps. Il est là depuis 1965. Ceaucescu lui-même a-t-il fini par croire à son invincibilité absolue, comme le proclament partout librairies et bibliothèques qui ne contiennent plus que des livres à sa gloire ?

Le 17 décembre 1989 une manifestation a lieu à Timisoara. Les forces armées font une vraie tuerie, poursuivant les gens jusque dans les immeubles.

Quelques jours plus tard, quand Ceaucescu fait son discours et qu'il croit avoir devant lui comme à l'accoutumée une foule obéissante et docile, il ne comprend absolument pas ce qui se passe quand les premiers sifflets fusent. La révolte s'étend à toutes les villes ; quelques scènes de fraternisation avec l'armée ont lieu. L'état-major décide alors de retirer ses troupes. Et c'est finalement sur Ceaucescu qu'il tire, le criblant de balles, pour présenter son corps à la population.

En France les responsables politiques applaudissent la "révolution roumaine" mais ils craignent bien qu'elle n'en devienne vraiment une. On soutient Iliescu, qui s'appuie sur l'armée, et tout l'appareil d'État reste inchangé. Seule la police politique, la Securitate est liquidée.

En 1990, enfin, la Yougoslavie et la Bulgarie finissent le ralliement à l'Ouest. Il ne reste plus que la minuscule et misérable Albanie, qui fera le pas en 1991.

LE RETOUR DANS LE GIRON CAPITALISTE : UNE DÉGRADATION BRUSQUE ET PROFONDE DES CONDITIONS DE VIE ET DE TOUTE L'ÉCONOMIE

En quelques mois donc, dès que la bureaucratie russe a levé la garde, les huit pays de l'Est ont rejoint le giron capitaliste. Partout, c'est la régression sociale. La Pologne voit sa production chuter de 24 % en 1990, puis de 14 % en 91. Le chômage apparaît et devient massif, avec 2 200 000 chômeurs en février 1992 (11,4 % de la population active).

En Hongrie, 1 million de chômeurs, et plus de 1,5 millions de personnes qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Au total, on compte pour 1995 sur 20 à 25 millions de chômeurs dans l'ensemble des pays de l'Est.

Le niveau de vie et les salaires tendent à s'approcher de ceux du Tiers monde. Aujourd'hui en Pologne, le salaire d'un ouvrier est de 500 à 600 francs par mois, le même qu'à Abidjan en Côte d'Ivoire. Sur 12 millions de familles polonaises, 3,5 millions ne vivent que grâce aux maigres aides de l'État. Les sans-abris se comptent par centaines de milliers. On estime que le tiers de la société polonaise vit au dessous du seuil de pauvreté. Les magasins sont pleins et il n'y a plus de queue. Mais les gens n'ont plus de quoi acheter.

Tous les salaires ont chuté dans tous les pays. Les salaires minimum sont tous bien en dessous du seuil de pauvreté. Le cas le plus dramatique est celui de l'Albanie avec un salaire minimum de 40 francs par mois. Pour pouvoir se tenir la tête hors de l'eau, ces États se sont largement endettés : la Hongrie doit 20 millions de dollars aux banques et États occidentaux,

la Pologne 40 millions, la Bulgarie 10 millions... (chiffres 1989).

Même dans le cas de l'ex-Allemagne de l'Est, où le capitalisme avait promis monts et merveilles avec le rattachement pur et simple à l'Ouest, les capitalistes n'ont en fait pas investi. C'est l'État, c'est-à-dire le contribuable qui a payé. 250 milliards de marks ont été dépensés pour le reclassement et "l'assainissement" des entreprises est-allemandes. On estime le coût total à 500 milliards de marks.

Les trusts se sont emparés des meilleures entreprises. Le reste est soit en faillite, soit pris en charge par l'État. Pour les trusts, c'est une occasion inespérée qui renforce leur puissance économique et commerciale. Il ne s'agit pas pour eux d'investir là-bas, ni de créer des emplois. Mais de profiter de ce nouveau marché intérieur et des canaux et réseaux qui existent déjà là-bas pour commencer avec les autres pays de l'Est.

En 1992, la production industrielle de l'ex-RDA a elle aussi chuté de 30 %. Des secteurs entiers sont à l'abandon (mines, sidérurgie, textile, peaux, une partie de la chimie). Au total, c'est 1 220 000 personnes qui se sont retrouvées au chômage en mars 1992 sur une population totale de 16,6 millions d'habitants.

Dans tous les pays de l'Est, les idéologies les plus réactionnaires ont pignon sur rue. Sentiments anti-allemand et anti-russe en Pologne. Chauvinisme roumain contre les minorités hongroise, allemande et slave. Sentiment anti-roumain en Hongrie. Ultra-nationalistes et fascistes ouvertement déclarés dans l'ex-Allemagne de l'Est. Séparation de la Tchécoslovaquie fin 1992, en une République tchèque et une République slovaque. Éclatement de la Yougoslavie et guerre civile dirigée par les extrême-droites nationalistes. Antisémitisme montant un peu partout. Chauvinisme anti-turc en Bulgarie. Anti-grec en Albanie.

Partout, ce sont les dirigeants qui alimentent, entretiennent, répandent ces chauvinismes et ces sentiments d'hostilité, contre les minorités ou contre les peuples voisins. Car tous ces dirigeants n'ont rien d'autre à offrir au bon peuple dans la situation générale de pauvreté, que le faux espoir que les choses iraient mieux en s'en prenant à d'autres peuples.

LES DÉMOCRATIES POPULAIRES SONT REDEVENUES LA RÉSERVE ARRIÉRÉE ET SERVILE DU CAPITALISME D'EUROPE DE L'OUEST

On nous répète et on continuera de nous répéter que l'effondrement des pays de l'Est, c'est l'effondrement du communisme. Tout simplement parce que ces régimes se sont effondrés. Mais les Démocraties Populaires n'ont jamais rien eu à voir avec le communisme ou le socialisme. Elles ont été le fruit d'un partage du pouvoir momentané entre la puissance de la bureaucratie russe, et la puissance des impérialistes vainqueurs de la seconde guerre mondiale. Elles n'ont jamais cessé d'être attirés par le marché capitaliste, et elles l'ont rejoint dès que s'est levée la tutelle de Moscou.

L'URSS a utilisé sa puissance militaire pour occuper ou dominer cette moitié de l'Europe durant 45 ans. Les impérialistes ont dû accepter cette présence et cette domination parce qu'ils n'avaient pas eu les forces de libérer par eux-mêmes militairement toute l'Europe. Et ce sont des défaites militaires de l'URSS qui ont signé la fin de cette tutelle. En fait de communisme, la vérité est donc que cette région n'a fait que subir les suites de la guerre

impérialiste mondiale, 45 ans de plus.

Aujourd'hui, les choses sont rentrées dans l'ordre capitaliste normal. Et cela s'est fait quasi-naturellement. Ces pays que l'Armée rouge avait trouvés pauvres et arriérés ont déjà pratiquement retrouvé toutes les injustices et toutes les tares qu' y avaient déjà accumulées le capitalisme des débuts du siècle.

D'un certain point de vue, l'Europe de l'Est se retrouve en 1939 et même en 1914. Même la Tchécoslovaquie et la Yougoslavie qui avaient au moins comme point positif d'être des constructions plus larges que les mini-États de la région, même eux ont donc disparu.

Les horreurs guerrières de l'histoire du capitalisme ont fait vivre à tous ces peuples une histoire qui semble sans fin, qui semble toujours devoir recommencer. Mais c'est en fait partout que l'histoire du capitalisme fait tourner en rond l'humanité, lui faisant perdre ses fragiles conquêtes.

Pourtant, sous ces États bourgeois prêtés en quelque sorte à l'URSS, comme sous nos États bourgeois, l'avenir a montré son bout du nez. Et comme dans les autres versions de la domination capitaliste qu'a pu connaître la planète, cet avenir, là-bas aussi, il est ouvrier et il est communiste.

Février 1998

BIBLIOGRAPHIE

François Fejtö : Histoire des démocraties populaires
(éditions du Seuil, Points Histoire deux tomes H 154, H155)

*

Serge Bernstein, Pierre Milza : Histoire du 20^{ème} siècle
(Hatier)

J.J. Marie et B. Nagy (textes choisis par) : Pologne - Hongrie 1956
(E.D.I.)

1956 dans les Démocraties Populaires
(CLT N° 19, Lutte Ouvrière)

Europe de l'Est, crises et montées des nationalismes
(CLT N° 30, Lutte Ouvrière)

Les Démocraties Populaires sont-elles des États socialistes ?
(CLT 31 janvier 1966, Lutte Ouvrière)

X^{ème} anniversaire de l'insurrection hongroise
(CLT 24 octobre 1966, Voix Ouvrière)

TABLE DES MATIERES

Au début du vingtième siècle : l'Europe centrale arriérée et asservie au capitalisme occidental	3
C'est la révolution qui stoppe partout la guerre	4
La création d'États nationaux pour endiguer la vague révolutionnaire	5
L'Europe centrale dans la deuxième guerre : une réserve stratégique pour l'Allemagne	5
La violence allemande contre les nationalistes de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie	6
La collaboration avec les réactionnaires de Hongrie, Roumanie et Bulgarie	7
La surexploitation pour la Pologne et la Tchécoslovaquie	7
Pour les démocraties aussi : une guerre cynique pour le partage des peuples	8
L'Armée rouge stalinienne pille et se venge en Hongrie, Roumanie et Bulgarie	9
Yougoslavie : le seul cas où la résistance libère seule le pays	10
Yalta 1945 : on ne libère pas le monde, on se le partage	11
La résistance communiste grecque abandonnée par Staline	11
Dans l'Europe centrale libérée, Moscou place des politiciens réactionnaires	12
La politique économique de Moscou : nationalisations, réforme agraire et oppression	13
Les pays sous orbite soviétique restent attirés fondamentalement par le capitalisme	13
1947 : le plan Marshall instaure la division du monde en 2 blocs	14
C'est l'URSS qui retient ses satellites de commercer avec l'Ouest	15
L'URSS use des appareils d'État pour imposer sa domination politique	16
États ouvriers ou États bourgeois sans bourgeoisie ?	17
Tito, le premier, émancipe la Yougoslavie (1948)	19

Staline réagit en “épurant” les autres Démocraties Populaires (1949 - 1953)	20
La condition ouvrière sous surveillance policière stalinienne	21
1953, la mort de Staline ouvre la porte aux réformateurs bourgeois	22
La classe ouvrière surgit en Tchécoslovaquie (mars 1953) et à Berlin-Est (juin 1953)	22
Février 1956 : Krouchtchev tente la “déstalinisation”	24
Juin 1956 : l’insurrection ouvrière en Pologne reprise en main par Gomulka	24
Octobre 1956 : la révolte nationale hongroise	25
23 octobre 1956, la classe ouvrière hongroise entre en scène : la révolte devient révolution	26
Le problème du pouvoir ouvrier	27
L’armée soviétique en guerre contre la révolution	28
Les forces centrifuges tendent toujours à éloigner les Démocraties Populaires de l’URSS	29
1968 : la Tchécoslovaquie va trop loin, les chars russes interviennent	30
Août 1980 : le mouvement ouvrier polonais crée Solidarité	30
L’impasse de toutes les solutions nationales	31
1989, Gorbatchev désengage l’URSS à l’étranger : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie ravalent la façade et prennent le large	32
Novembre 1989 : la population d’Allemagne de l’Est décide la couche dirigeante à se défaire de Honecker	33
Décembre 1989 : la population roumaine décide l’armée à liquider Ceaucescu	34
Le retour dans le giron capitaliste : une dégradation brusque et profonde des conditions de vie et de toute l’économie	34
Les Démocraties Populaires sont redevenues la réserve arriérée et servile du capitalisme d’Europe de l’Ouest	35
BIBLIOGRAPHIE	37